



Hommage du Président malien au Président Bouteflika pour ses efforts en faveur de la paix au Mali

Le président malien, Ibrahim Boubakar Keita, a rendu, hier à Bamako, à l'ouverture des travaux de la Conférence régionale sur la situation sécuritaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, un vibrant hommage à l'Algérie et au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour ses « efforts et son engagement personnels » en vue d'accompagner les Maliens pour sortir de la crise et retrouver la « sécurité et la stabilité du pays », indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. **P.24**



DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION



28° : ALGER
28° : TAMANRASSET

Dimanche 15 octobre 2017 - 24 Muhharam 1439 - N° 1733 - 5^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€ www.dknews-dz.com

137^E ASSEMBLÉE DE L'UIP :

M. Bensalah prend part à la réunion du groupe géopolitique arabe **P.3**

ALGÉRIE-MALI-SAHEL

M. Messahel réaffirme l'engagement de l'Algérie à poursuivre sa coopération multiforme avec le Mali pour accélérer sa sortie de crise **P.24**

ALGÉRIE-FMI-BM

Le ministre des Finances s'entretient à Washington avec le vice-président de la BM pour la région Mena **P.24**

12^E ANNIVERSAIRE DE LA CHARTE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE

L'Algérie parmi les pays les plus sécurisés au monde grâce à la réconciliation nationale



Des représentants d'associations et d'organismes ayant pris part, hier à Blida, à une rencontre célébrant le 12^e anniversaire de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, se sont accordés sur le fait que l'Algérie figure désormais parmi les pays « les plus sécurisés au monde, grâce à la Réconciliation nationale », décidée par le président Abdelaziz Bouteflika. « L'Algérie est classée parmi les pays les plus sécurisés au monde, comme attesté par le Forum économique mondial (Suisse) », a souligné, à l'occasion, Réda Belaïli, vice-président de l'association El Wiam, organisatrice de l'évènement. **P.3**

LE MINISTRE DE L'HABITAT M. TEMMAR L'A AFFIRMÉ : « Logement : Poursuite des différents projets et consécration de la décentralisation pour nombre de décisions » **P. 5**

LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS, MOHAMED AÏSSA : « Garantir la sécurité des imams et des lieux de culte, une préoccupation nationale » **P. 3**

ÉDUCATION NATIONALE M^{me} Benghebrit : « Ouverture le 6 novembre de la plateforme numérique de recrutement des enseignants de réserve » **P. 3**

SANTÉ

Migraines

Aujourd'hui on peut vraiment être soulagé **P. p 12-13**

DSP D'ALGER

70.000 doses de vaccin contre la grippe saisonnière **P. 2**

FOOTBALL

LIGUE 1 MOBILIS (6^E JOURNÉE) :

Le CSC nouveau leader **P. 21**

PROTECTION CIVILE

4973 interventions en 48h

Accidents de la circulation : **10 morts et 19 blessés en deux jours** **P. 8**

DU 15 AU 18 OCTOBRE À ORAN Atelier de formation sur la question du genre

Un atelier de formation régional sur la question du genre débutera aujourd'hui au siège du quotidien *El Djoumhouria* d'Oran, à l'initiative du ministère de la Communication et en collaboration avec l'Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femme),

Cette première formation, destinée aux professionnels des médias, se poursuivra jusqu'au 18 octobre courant. Elle sera suivie de deux autres, respectivement à Constantine, du 25 au 28 novembre 2017 et à Biskra du 12 au 15 décembre 2017, précise un communiqué du ministère de la Communication.



Horaire des prières

Dimanche 23 Moharem 1439

Fajr	05:23
Dohr	12:34
Asr	15:44
Maghreb	18:16
Isha	19:35



CE MATIN AU CNFPS DE BIRKHADEM Journée d'information à l'occasion de la Journée internationale de la Femme rurale

À l'occasion de la Journée Internationale de la femme rurale, la ministre de la Solidarité nationale de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Ghania Eddalia, présidera ce matin à partir de 8h30 au Centre national de formation des personnels spécialisés (CNFPS) de Bir-Khadem, l'ouverture d'une journée d'information sur le thème: «Femmes rurales, acquis, défis et perspectives». Cette journée a pour objectif, de valoriser les efforts de tous les intervenants sociaux (Secteurs ministériels/société Civile) dans le domaine d'accompagnement et de la promotion de la femme rurale. Prendront part à cette journée, les cadres concernés, les membres de la commission nationale intersectorielle chargée de la promotion de la femme rurale, ainsi que les membres des directions de l'Action sociale et les associations activant dans ce domaine.



PROTECTION CIVILE Formation de 17 formateurs à l'utilisation des équipements d'une ambulance

Au total, 17 formateurs affiliés à la protection civile viennent d'être formés à l'utilisation des équipements d'une ambulance au siège de l'unité principale de la ville Ali Mendjeli (Constantine). Le stage de formation s'inscrit dans le cadre de la formation continue, l'actualisation des connaissances et l'amélioration des performances des agents de la protection civile dans



le domaine du secourisme par l'optimisation de l'utilisation des équipements disponibles l'intérieur d'une ambulance.

ÉDUCATION NATIONALE M^{me} Benghabrit à Chlef

La ministre de l'Éducation nationale, Mme Nouria Benghabrit, effectuera aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Chlef. Au cours de cette visite, la ministre inspectera plusieurs établissements relevant de son secteur ministériel.



DEMAIN À SOUK AHRAS Commémoration du 56^e anniversaire de la Journée de l'émigration



Le ministre des Moudjahidine, M. Tayeb Zitouni, présidera les 16 et 17 octobre à Souk Ahras, la commémoration du 56^e anniversaire de la Journée de l'émigration.

SALLE IBN KHALDOUN Projection du film «ça»

Le film d'horreur américain réalisé par Andrés Muschietti "ça", sera en projection du 16 au 19 octobre à la salle Ibn Khaldoun, à raison d'une séance par jour (15h).



Météo



	Max	Min
Alger	28°	16°
Oran	29°	15°
Annaba	25°	14°
Béjaïa	26°	16°
Tamanrasset	28°	16°

DEMAIN AU TNA Conférence de Mohamed Yahiaoui

Le Directeur général du Théâtre national algérien (TNA), M. Mohamed Yahiaoui, animera une conférence de presse consacrée à la présentation de la nouvelle production artistique «Prova» demain lundi 16 octobre à partir de 10h au niveau du TNA.



SEAAL Suspension de l'AEP dans 4 communes d'Alger les 17 et 18 octobre



L'alimentation en eau potable dans quatre communes d'Alger sera suspendue du mardi 17 octobre à 6h au mercredi 18 octobre à 20h en raison de travaux, a annoncé la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans un communiqué. Les communes concernées sont celles d'El Biar (en sa totalité),

d'Hydra (Cité PTT, Chemin Gadouche Abdelkader, Cité 200 logements Djenane El Malik), de Ben Aknoun (Chemin Doudou Mokhtar) et de Bir Mourad Rais (Zhun Said Hamdine), précise la même source. Cette suspension intervient en raison de travaux de raccordement de la déviation d'une canalisation principale de distribution, localisés au niveau du carrefour du Val d'Hydra, explique SEAAL. Elle précise à ses clients des communes concernées que la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement durant la nuit du mercredi 18 octobre. Un dispositif de citernage sera mis en place afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers durant cette période de suspension, avance le communiqué.

LE 13 NOVEMBRE À LA SAFEX Congrès sur «La prévention des risques professionnels»

Sous le patronage du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), organise du 13 au 15 novembre 2017 au Palais des expositions, Pins-Maritimes, Alger, le 1^{er} salon-congrès sur la Prévention des Risques Professionnels. Ce congrès international sera marqué par la participation d'imminents conférenciers.

MARDI AU CRASC D'ORAN Conférence sur : «L'école de qualité en Algérie : indicateurs et perspectives»

Le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) d'Oran, organise mardi 17 octobre à partir de 14h, une conférence-débat sur le thème "L'école de qualité en Algérie : indicateurs et perspectives", animée par le Dr Medjahid Mustapha, directeur de l'Onef, le Pr Miliani Mohamed, expert en réforme de l'enseignement supérieur et Mehaddene Samia.

DSP D'ALGER 70.000 doses de vaccin contre la grippe saisonnière

La Direction de la santé, de la population et de la réforme hospitalière de la wilaya d'Alger met à la disposition de la population plus de 70.000 doses de vaccin antigrippal pour la saison 2017-2018, a affirmé hier M. Mohamed Miraoui, directeur de la santé. Dans le cadre de la campagne de lutte contre la grippe saisonnière, qui sera lancée dimanche, la wilaya d'Alger dispose de 70.380 doses de vaccin antigrippal à répartir sur les 22 polycliniques et 10 établissements publics de santé de proximité (EPSP) de la wilaya d'Alger, a indiqué M. Miraoui. La vaccination est préconisée pour les personnes vulnérables exposées aux complications de la grippe saisonnière dont les personnes âgées de 65 ans et plus, les malades chroniques souffrant de maladies cardiovasculaires, de maladies respiratoires aiguës, du diabète, de l'obésité ou d'insuffisance rénale ainsi que pour les femmes enceintes. Le ministère de la santé avait annoncé l'importation par l'Institut Pasteur de 2,5 millions de doses du vaccin antigrippal, avec la possibilité d'introduire des doses supplémentaires en cas de besoin. Les catégories les plus exposées au virus ont bénéficié de près de 1,3 million de doses durant l'année 2016/2017, assurant une plus grande protection aux malades chroniques, aux femmes enceintes, aux enfants et aux personnes âgées.



SELON DES REPRÉSENTANTS D'ASSOCIATIONS ET D'ORGANISMES L'Algérie parmi les pays les plus sécurisés au monde grâce à la réconciliation nationale

Des représentants d'associations et d'organismes ayant pris part, hier à Blida, à une rencontre célébrant le 12e anniversaire de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, se sont accordés sur le fait que l'Algérie figure désormais parmi les pays «les plus sécurisés au monde, grâce à la Réconciliation nationale», décidée par le président Abdelaziz Bouteflika.



«L'Algérie est classée parmi les pays les plus sécurisés au monde, comme attesté par le Forum économique mondial (Suisse)», a souligné, à l'occasion, Réda Belaïli, vice-président de l'association El Wiam, organisatrice de l'événement.

Il a affirmé, en outre, que la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, est un modèle adopté par de nombreux pays confrontés à la même situation sécuritaire

l'Algérie, dans la passé.

A son tour, Nasreddine Zerkaoui, chargé de la coordination nationale des associations soutenant le programme du président de la République, a souligné l'impératif, pour tous les acteurs de la société (citoyens, responsables et association), de préserver les acquis consacrés par cette Charte, les appelant à se réunir autour du programme présidentiel.

La Charte pour la paix et la réconciliation nationale est le «garant de la sécurité des générations futures», a estimé, pour sa part, la présidente de l'association nationale des victimes du terrorisme, Rabha Tounsi, soutenant l'impératif de ne pas oublier la période de la tragédie nationale, ainsi que tous les efforts consacrés par le président de la République pour réunir les enfants de ce pays.

A la fin de cette ren-

contre, le président Abdelaziz Bouteflika a été décoré de la médaille de la paix et de la réconciliation nationale, en reconnaissance de ses efforts consacrés pour préserver la sécurité et la stabilité dans le pays, laquelle décoration a été reçue, à sa place, par le responsable de la coordination nationale des associations soutenant le Programme du Président de la République, Nasreddine Zerkaoui.

137^E ASSEMBLÉE DE L'UIP : M. Bensalah prend part à la réunion du groupe géopolitique arabe

Le président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah a pris part hier à Saint-Petersbourg (Fédération de Russie) à la réunion du groupe géopolitique arabe consacrée à la coordination des positions concernant les points inscrits à l'ordre du jour de la 137^{ème} Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) dont les travaux ont débuté hier soir, a indiqué un communiqué du Conseil de la nation.

M. Bensalah et la délégation qui l'accompagne avaient également participé vendredi à la réunion du groupe géopolitique africain consacrée à l'examen de l'ordre du jour de la session.

Outre les questions urgentes, l'élection du nouveau président de UIP dont la présidence tournante revient à l'Amérique du sud, les participants ont examiné des questions d'ordre organisationnel dont la désignation des candidats du groupe africain aux postes de direction au sein de l'UIP et l'installation des quatre commissions permanentes en charge des droits de l'Homme, du droit humanitaire, du développement durable,



du financement et du commerce, et des Affaires de l'ONU.

Le député à l'Assemblée populaire nationale (APN) et membre de la commission des Affaires de l'ONU à l'UIP, Seddik Chihab, a été élu au poste de président du groupe géopolitique africain en remplacement de l'actuelle présidente, Rebecca Alitwala Kadaga, présidente du parlement ougandais, a ajouté le communiqué.

Les travaux de la 137^{ème} Assemblée de l'UIP prévue du 13 au 18 octobre 2017 à Saint-Petersbourg et

qui coïncide avec le 20^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle sur la démocratie traiteront de plusieurs thèmes, dont la promotion du pluralisme culturel et de la paix à travers le dialogue interethnique et entre les religions, le développement durable et le développement de la recherche, ainsi que d'autres thèmes liés à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans toutes les régions du monde. L'Assemblée de l'UIP verra l'élection d'un nouveau président pour les trois années à venir.

LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DES WAKFS, MOHAMED AÏSSA : «Garantir la sécurité des imams et des lieux de culte, une préoccupation nationale»

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a affirmé hier à Guelma que garantir la sécurité des imams et des lieux de culte était une «préoccupation nationale inscrite dans le programme d'action du gouvernement».

S'exprimant à l'ouverture d'une conférence nationale des cadres des affaires religieuses au centre culturel islamique, Moubarek Boulouh, le ministre a assuré que «le gouvernement défend l'imam avec l'ensemble de ses institutions».

Il a souligné que l'Etat a adopté dans son plan d'action la question de la protection des imams et des lieux de culte étant convaincu, a-t-il ajouté, de l'existence d'un manœuvre, dont les signes se sont accentués depuis mai 2017, visant à saper le moral des imams et des cadres du secteur, leur rappelant la terreur des années 1990 durant lesquelles les imams étaient tués dans les mosquées.

M. Aïssa a exhorté les imams à ne plus avoir peur à partir de maintenant, affirmant que les institutions de l'Etat et les services du ministère ne se contenteront pas de se constituer partie civile contre ceux qui veulent terroriser l'imam, mais des poursuites seront engagées si un imam se fait agresser.

Il a également appelé à la prise en charge des préoccupations socio-professionnelles quotidiennes des imams, exprimées soit individuellement soit par le biais du partenaire social, la coordination nationale des imams et travailleurs des affaires religieuses en l'occurrence, invitant en outre les responsables de l'exécutif de la wilaya à contribuer à la résolution des problèmes exprimés par les imams.

Après avoir rappelé les sacrifices consentis par les imams aux côtés des services de sécurité et de l'Armée nationale populaire (ANP) durant la tragédie nationale des années 1990, qui a fait 100 victimes parmi les imams, le ministre a mis l'accent sur «la grande» responsabilité qui incombe aux cadres et travailleurs de son département dans la préservation de la sécurité du pays face à plus de 100 sectes qui tentent, selon lui, de diviser les Algériens.

Relevant que le secteur compte une importante richesse, le ministre a rappelé, au cours d'une conférence de presse animée à l'occasion, l'intention de son département d'engager une nouvelle politique de valorisation des biens wakfs, en élargissant les prérogatives des directeurs de wilayas des affaires religieuses en matière de gestion et de valorisation de ces biens, annonçant que la wilaya de Guelma sera une wilaya «pilote» pour la mise en œuvre de cette nouvelle démarche.

M. Aïssa a également annoncé la création officielle d'une instance de l'Ifra et d'un Observatoire national de lutte contre l'extrémisme sectaire «courant décembre 2017» qui entamera ses activités «début 2018».

Le ministre a, par ailleurs, procédé à la pose de la première pierre d'une école coranique avec internat à la mosquée «Safa oua el marwa» dans la commune de Bouchehouf et a visité la mosquée El Houada, au chef-lieu de wilaya.

ÉDUCATION NATIONALE M^{me} Benghebrit : «Ouverture le 6 novembre prochain de la plateforme numérique de recrutement des enseignants de réserve»

La ministre de l'Enseignement national, Nouria Benghebrit, a annoncé hier à Alger que la plateforme numérique de recrutement des enseignants pour les trois cycles (primaire, moyen, secondaire) sera ouverte à partir du 6 novembre prochain et concernera les enseignants de réserve admis aux concours de recrutement.

Mme Benghebrit a écrit sur son site Facebook que «la plateforme numérique de recrutement pour les trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) sera ouverte à partir du 6 novembre prochain sur le site tawdif.education.gov.dz».

La ministre nationale avait affirmé que plus de 93.000 enseignants ont été recrutés depuis 2016, ce qui représente 63% des lauréats du concours de recrutement des enseignants organisé le 29 avril 2016.

Le ministère avait ouvert en juin dernier un concours pour le recrutement de 10009 enseignants dont 4739 pour le secondaire et 5250 postes pour le moyen.

Dans de précédentes déclarations, Mme Benghebrit a fait savoir que dans l'opération de recrutement, l'on tient compte du «mérite et du classement» dans la plateforme de recrutement, en exploitant d'abord la liste de wilaya inscrite dans la plateforme de recrutement 2017 puis la liste nationale.

Selon la répartition des matières, les mathématiques et la physique sont les postes les plus demandés dans l'enseignement secondaire avec 764 postes pour les mathématiques et 645 pour la physique.

Le nombre de postes enregistrés pour ces deux matières dans l'enseignement moyen est de 1128 postes pour la physique et 971 pour les mathématiques. L'exploitation des listes de réserve pour les enseignants du cycle primaire dans le cadre du concours 2016 sera achevée en décembre 2017, tandis que celle de la liste de réserve pour le concours de recrutement des enseignants du moyen et du secondaire prendra fin le 31 décembre 2018.

HADJ DJILANI : « Les élections locales, une occasion pour «faire entendre la voix du FFS»



Les élections locales, prévues le 23 novembre 2017, doivent être une occasion pour «faire entendre la voix du Front des Forces socialistes (FFS), a indiqué vendredi à Alger son Premier secrétaire national, Mohamed Hadj Djilani.

«Faisons de la prochaine campagne électorale une étape pour faire entendre la voix du FFS, celle de la liberté, de la justice et de la démocratie», a souligné M. Hadj Djilani dans une allocution à l'ouverture des travaux de l'université de parti.

Avec 366 listes, le FFS considère que sa participation aux prochaines élections locales «ne s'inscrit pas dans une logique de partage du pouvoir, mais de consolider les conquêtes de la lutte politique et sociale et élargir le champ de la résistance dans notre pays».

Un mandat électoral signifie, pour le premier responsable du FFS, «un engagement à porter pacifiquement la lutte politique au sein même des communes et des wilayas, assurant que les candidats du parti «poursuivront, avec les instruments que leur confèrent la loi, le combat politique qu'il mènent en tant que militants au sein de la société».

La participation du FFS aux prochaines élections locales sera, en outre, placée sous le mot d'ordre de «la solidarité locale pour construire le consensus national», a précisé M. Hadj Djilani, soulignant que la notion de solidarité constitue «un des socles idéologiques sur lequel notre parti est bâti et sur lequel nous aspirons construire notre société».

A signaler que les travaux de l'université de du FFS se poursuivront samedi par la tenue du Conseil national du parti qui sera sanctionné par l'adoption d'une résolution politique».

ÉLECTIONS LOCALES: Dhouibi : «L'Union Ennahda-Adala- Binaa présente avec 25 listes APW et 240 listes APC »

L'Union Ennahda-Adala-Binaa prendra part aux prochaines élections locales avec 25 listes au niveau des APW et 240 listes au niveau des APC, a annoncé le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Mohamed Dhouibi, dénonçant le rejet de sept listes de l'Union.

«L'Union Ennahda-Adala-Binaa participera officiellement aux échéances électorales du 23 novembre prochain, au niveau de 25 APW et 240 APC y compris Alger où elle compte 28 candidats au niveau des APC et APW, a indiqué M. Dhouibi dans son allocution d'ouverture de la conférence des têtes de listes de l'Union au niveau d'Alger. M. Dhouibi a déploré le rejet de 7 listes de l'Union par la commission électorale au motifs, a-t-il dit, de «danger pour l'ordre public» et «inexactitude des renseignements» relatifs à l'état civil du candidat, estimant que ces raisons ne sont pas «convaincantes» et «exactes», car l'Union a réussi à collecter les signatures en nombre suffisant, at-il ajouté.

A cette occasion, le SG du mouvement Ennahda a appelé à la révision de la loi électorale qui ne prend pas en considération la réalité de la société algérienne, notamment pour ce qui est des erreurs contenues dans les registres d'état civil, impliquant une révision et mise à jour des renseignements.

Par ailleurs, M. Dhouibi a mis en garde contre l'abstention des compétentes à se



présenter aux élections, en raison de la conjoncture économique difficile, des prérogatives restreintes et limitées des APC et du manque de ressources financières, mettant l'accent sur la gravité de ce phénomène qui concerne plusieurs partis.

Pour surmonter la conjoncture difficile que traverse le pays, il a appelé à «l'adoption par le pouvoir et l'opposition d'un pacte poli-

tique, économique et social» définissant les défis, les priorités et les démarches à entreprendre pour sortir de la crise.

Concernant la question du gaz de schiste, il a insisté sur la gravité de l'exploitation de ce gaz, qui pollue les nappes souterraines et constitue un risque pour la santé publique», proposant le recours à d'autres options notamment l'investissement

dans les secteurs agricole et industriel.

Le SG du mouvement Ennahda a salué, par ailleurs, l'accord de réconciliation nationale palestinienne conclu jeudi entre les mouvements Fatah et Hamas, déplorant le mutisme de la communauté internationale face au génocide des musulmans Rohingyas en Birmanie, qu'il a qualifié de «plus grave que le terrorisme».

Le RND sera présent dans 48 wilayas et 1521 communes

Le Rassemblement national démocratique (RND) sera présent dans les 48 wilayas et au niveau de 1521 communes du pays lors des élections locales prévues le 23 novembre prochain, rapporte le RND sur son site web.

Selon les chiffres communiqués à l'occasion d'une rencontre présidée vendredi par le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, avec les coordinateurs de wilaya en présence des membres du Bureau national, «le bilan du traitement des listes du RND a vu le rejet de 549 candidats dont 51 ont été réhabilités par la justice».

La rencontre a également permis aux dirigeants du parti au niveau national et local d'arrêter les dispositions relatives à la campagne électorale», note la même source.



Le mouvement El Islah participe dans 22 wilayas



Le président du mouvement El Islah, Filali Ghouini, a affirmé vendredi à Alger que son parti participera aux élections locales prévues le 23 novembre dans 22 wilayas.

Intervenant à l'ouverture de la session ordinaire du bureau national du parti, M. Ghouini a indiqué que son parti a présenté «près de 100 listes de candidature pour les Assemblées populaires communales (APC) et 16 pour les assemblées populaires de wilaya (APW)», estimant que «les opérations de retrait des dossiers de candidatures et de dépôt des listes des candidat se sont déroulées dans un climat serein».

Il a critiqué, en outre, «la mauvaise gestion» par les personnes en charge du dossier des élections dans certaines wilayas, déplorant «une faible maîtrise des lois régissant le processus électoral, outre le parti pris de l'administration dans certaines wilayas en faveur de certains partis».

«Certains partis ont complété, voire modifié leurs listes après expiration des délais légaux», a-t-il précisé. M. Ghouini a évoqué, dans ce sens, ce qu'il a quali-

fié de «décisions injustifiées des tribunaux administratifs sur les motifs de rejet des listes de candidature».

«L'Algérie sera confrontée, pour l'étape à venir, à de plus grandes difficultés à tous les niveaux», a-t-il averti, appelant à la nécessité de «revoir le processus démocratique, renforcer les institutions de l'Etat et consacrer les droits et libertés».

Il a réaffirmé, en outre, l'importance de lancer un nouveau dialogue national qui réunira toutes les parties», affirmant la disponibilité du mouvement El-Islah à participer «à un dialogue sérieux pour parvenir au dénouement politique».

Enfin, M. Ghouini a appelé le gouvernement à «adopter la concertation comme mécanisme de traitement avec les différents partenaires et à opter pour un discours objectif et réaliste loin de l'alarmisme, mais sans toutefois minimiser la situation de l'économie nationale, insistant sur l'impératif de présenter le bilan des anciens programmes».

TLEMCEM:

3 jeunes filles candidates à la formation de patron de pêche à l'école de pêche de Ghazaouet

La rentrée de l'école de formation aux techniques de pêche et d'aquaculture (EFTPA) de Ghazaouet (60 km de Tlemcen) a été marquée par la candidature de trois jeunes filles à la formation de patron de pêche, a-t-on appris hier du sous-directeur de cet établissement.

Cette formation de deux années et qui n'est plus le monopole des hommes, a été choisie par ces trois jeunes filles au titre de la rentrée de formation 2017/2018, a indiqué M. Flitti, rappelant que les cours théoriques et pratiques de l'établissement ont débuté le 10 octobre écoulé.

L'école assure aux jeunes âgés entre 17 et 30 ans et ayant un niveau d'enseignement moyen ou secondaire, une formation dans les spécialités de l'aquaculture, des techniques de pêche et d'électro-motoriste.

Réalisée dans l'optique de développer les métiers de la pêche, celle-ci permet, également, aux jeunes stagiaires de décrocher leur permis de conduire des moteurs et devenir des marins-pêcheurs diplômés ayant les aptitudes nécessaires pour exercer ce métier, a-t-on expliqué.

Avec une capacité de 240 places pédagogiques, dont 140 en internat et la demi-pension pour l'ensemble des stagiaires, l'EFTPA de Ghazaouet qui relève du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche assure, au total, une douzaine de formations dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, a-t-on ajouté.

Il s'agit de formation à la demande, formation continue et formation de base, entre autres.

Il s'agit concrètement de l'obtention de diplômés d'officier mécanicien de 3ème degré, d'électromécanicien, capitaine côtier, technicien en aquaculture et technicien en pêche, notamment des formations variant entre une et deux années, a-t-on fait savoir.

Créée par décret exécutif le 11 janvier 2009, l'EFTPA assure, également, des stages de recyclage pour les professionnels du secteur, des classes spéciales pour la régularisation des marins pêcheurs, ainsi que des journées d'information et de vulgarisation pour la profession.

Pour mener à bien ses missions, elle est dotée de neuf classes pédagogiques, deux laboratoires, des ateliers de réparation des filets de pêche et de mécanique, et d'un simulateur de navigation d'embarcations.

Cette école vient combler le déficit relevé en matière de formation dans cette région côtière qui compte plus de 2.100 marins pêcheurs et professionnels dans les divers domaines de la pêche, a ajouté le même responsable expliquant que cette infrastructure constitue un outil pédagogique et technique pour améliorer les compétences des marins-pêcheurs en leur inculquant des techniques modernes de la pêche.

LA STEP D'EL-KERMA (ORAN) :

Augmentation prochaine du volume des eaux traitées à 130.000 m³/j

Le volume de traitement à la station des eaux épurées (STEP) d'El Kerma (Oran) sera augmenté de 85.000 à 130.000 mètres cubes/jour au courant du premier trimestre de l'année 2018, a-t-on appris du directeur de wilaya des ressources en eau.

La STEP prendra en charge le traitement d'un quota supplémentaire de plus de 40.000 m³/j de la partie basse d'Oran (port) en cours de concrétisation en passant par la station de relevage de Dhaya (ex Petit lac).

Les eaux traitées dans cette station seront utilisées pour l'irrigation du périmètre de Mleta dans la commune de Oued Tlélat couvrant une superficie globale de 6.250 hectares.

La capacité globale de la STEP d'El Kerma, qui prend en charge les eaux usées du Groupement urbain d'Oran (Oran, Es Sénia, Bir El Djir, El Kerma et Sidi Chahmi) est estimée à 270.000 m³/j.

Elle traitera, à l'avenir, les eaux usées du pôle urbain de Misserghine en cours de réalisation, a expliqué le directeur, Tarchoune Djelloul.

Par ailleurs, la STEP d'Ain Turck traite actuellement 20.000 m³ d'eaux usées des régions d'Ain Turck, Bousfer, Les Andalouses et El Ançor, soit une capacité globale de 32.000 m³/j.

LE MINISTRE DE L'HABITAT M. TEMMAR L'A AFFIRMÉ : «Logement : Poursuite des différents projets et consécration de la décentralisation pour nombre de décisions»

Le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, M. Abdelwahid Temmar a affirmé, hier à Alger, que son département était «résolument» attaché à la mise en œuvre des programmes de logement, toutes formules confondues, précisant que les efforts se poursuivaient pour le règlement de la crise du logement dans le pays, à travers notamment la consécration de la décentralisation de certaines décisions du secteur.

«Nous sommes résolument attachés à la mise en œuvre des programmes de logement et nous allons de l'avant pour le règlement de la crise du logement», a indiqué le ministre lors de l'ouverture de la cérémonie de remise du prix national d'architecture pour l'année 2016, organisée au



Palais de la culture Moufidi Zakaria à Alger, en présence de membres du gouvernement.

«Nous avons adopté une feuille de route conforme au plan d'action du gouvernement, pour la poursuite des projets de logements, toutes formules confondues, dont la réalisation des projets de logements promotionnels aidés (LPA) dans sa nouvelle for-

mule», a-t-il soutenu.

«Nous œuvrons actuellement à l'évaluation de l'arsenal juridique relatif aux projets d'aménagement du territoire et d'urbanisme afin d'intégrer de nouvelles formules», a-t-il ajouté.

Le ministre a réitéré la volonté de consacrer la décentralisation de certaines décisions du secteur.

LOCATION-VENTE (AADL) :

Attribution de 300 logements avant la fin 2017 à Ouargla

Une tranche de 300 logements en location-vente de l'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) sera attribuée avant la fin de l'année en cours à Ouargla, a annoncé un responsable de la direction régionale de l'AADL.

Retenue pour les souscripteurs d'AADL-1 (2001-2002), cette tranche, dont les travaux de réalisation ont été confiés à une entreprise chinoise, devra clôturer, une fois réceptionnée, le programme d'AADL-1, a précisé à l'APS, le directeur régional de l'AADL, Slimane Benhadjira.

Cette tranche fait partie d'un programme global de 2.600 logements AADL-1 et 2 affecté à la wilaya d'Ouargla, dont 2.000 unités retenues pour les communes d'Ouargla et 600 autres pour celles relevant de la wilaya déléguée de Touggourt, (160 km

Nord d'Ouargla), a-t-il expliqué. Les travaux de réalisation d'une tranche de 1.700 logements faisant partie des 2.000 affectés aux communes d'Ouargla ont été confiés à une entreprise chinoise. Alors que les 200 unités pour la commune de Sidi Khouiled et 100 pour celle de Rouissat, ont été confiées à deux entreprises de réalisation locales, selon la même source.

Le reste du programme (600 unités) de la wilaya déléguée de Touggourt, sont réparties entre la commune du chef lieu de la wilaya déléguée (500) et celle de Témacine (100 unités).

Les chantiers de la seconde tranche d'AADL-2, actuellement en études techniques préliminaires, seront lancés après dégagement de l'enveloppe financière nécessaire, a-t-il précisé.

POIDS LOURDS :

M. Zaâlane : «Un projet de loi définissant les surcharges en cours d'étude»

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane a annoncé, hier à partir de Tipasa, la préparation en cours d'un projet de loi définissant les surcharges relatives aux véhicules poids lourds, pour sa présentation en Conseil des ministres.

Dans une déclaration à la presse, en marge de l'ouverture d'un colloque sur les routes sahariennes pour un développement durable, organisé par l'Association algérienne des routes, le ministre a affirmé que l'excédent de charge chez les poids lourds est un risque majeur pour les routes, annonçant, par la même, un projet de loi en préparation avec d'autres secteurs concernés pour définir la charge légale de ces véhicules, sans pour autant fournir plus de précisions à ce sujet.

A l'ouverture de ce colloque, auquel étaient présents le wali, des cadres du secteur et de nombreux bureaux d'études, laboratoires et entreprises de réalisation, M. Zaâlane a plaidé pour la recherche de nouvelles solutions intelligentes pour l'entretien des réseaux des routes sahariennes, à réaliser avant leur études et au cours de leur concrétisation.

Concernant le Sud algérien, le



ministre a souligné un renforcement notable de son réseau routier ces dernières années, en passant à 25.000 km, entre 1999 à 2016, dont un taux de 90 % traversant le Grand Sud (Adrar, Tindouf, Tamanrasset, Illizi).

Ce résultat reflète, selon lui, la détermination du président de la République à désenclaver les régions du Sud par l'ouverture de routes et leur modernisation, et, partant, l'ouverture de perspectives sur l'Afrique.

S'agissant de la route transsaharienne, il a estimé qu'elle exprime la dimension africaine de l'Algérie, tout en constituant la colonne vertébrale du réseau routier national, en partant du Nord au Sud, parallèlement à l'ouverture

de perspectives sur les pays du Sahel pour l'accompagnement d'activités économiques et touristiques, ainsi que d'échanges commerciaux.

Soulignant l'importance stratégique des routes, M. Zaâlane a appelé les parties concernées à la prise en considération, dans leur aménagement, des spécificités propres au climat et à la géographie des régions sahariennes.

Il a, à cet effet, insisté sur l'importance de l'amélioration du volet organisation de l'entretien des routes, de la sélection de techniques adaptées aux spécificités de chaque région, et de la prise en considération de la dégradation de routes due aux excédents des charges des poids lourds.

Intervenant à l'occasion, le président de l'Association algérienne des routes, Farouk Chiali, a loué l'importance de cette rencontre ayant permis, selon lui, l'examen de la problématique de l'entretien des routes sahariennes, dont le trafic est constitué de 40 à 50 % de poids lourds, à l'origine de leur dégradation, en plus des accidents meurtriers que ces derniers engendrent.

APS

FMI : La Tunisie doit entreprendre des réformes structurées pour créer des emplois

«La Tunisie doit entreprendre des réformes structurées à même d'améliorer ses capacités et de contribuer à la création d'emplois», a souligné le directeur de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) au Fonds monétaire international (FMI), Jihad Azour.

Présentant, vendredi, les perspectives de la croissance économique dans la zone précitée, en marge des réunions du FMI et de la Banque mondiale (BM), il a indiqué que «l'un des objectifs essentiels du programme de réformes établi par la Tunisie est la préservation de la stabilité, cette dernière constituant un facteur fondamental pour garantir la prospérité du pays».

Il a déclaré, lors d'une conférence de presse retransmise en ligne, que le gouvernement tunisien s'est engagé à poursuivre ces réformes en dépit de la baisse de la croissance dans le pays».

L'exécution de réformes, a-t-il dit, est «l'un des seuls moyens de traiter les principales problématiques de la Tunisie, à savoir l'endettement et le déficit budgétaire». Il estime que la maîtrise de la dette permettra d'améliorer la situation économique et de préserver les ressources financières qui serviront à protéger les catégories sociales les plus précarisées, à améliorer le climat des affaires et développer le secteur privé».

Dans son rapport sur les perspectives de la croissance dans le monde, le FMI prévoit pour la Tunisie une croissance de 2,3% en 2017 et de 3% pour 2018, le même taux figurant dans le budget économique de 2018.

La Tunisie prend part, actuellement, aux réunions du FMI que la capitale américaine Washington abrite les 13 et 14 octobre courant, avec une délégation présidée par le ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale pour poursuivre les discussions avec les responsables du Fonds sur la possibilité d'obtenir une nouvelle tranche de financements avant la fin de cette année.

Le Fonds finance un programme de restructuration économique mis en place par le gouvernement et s'étendant sur quatre ans dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) d'un montant de 2,9 milliards de dollars dont la Tunisie a obtenu, jusqu'à ce jour, 628,8 millions de dollars.

ALGÉRIE - FMI - BM Le ministre des Finances s'entretient à Washington avec le vice-président de la BM pour la région Mena

Le ministre des finances, M. Abderrahmane Raouia, s'est entretenu à Washington avec le vice président de la Banque Mondiale pour la région Mena, Hafez Ghanem, avec lequel il a évoqué les perspectives de coopération entre l'Algérie et cette institution financière internationale.

L'entretien s'est déroulé en marge des assemblées annuelles du FMI et du Groupe de la Banque mondiale auxquelles prend part le premier argentier du pays.

M. Raouia est revenu au cours de cet entretien sur les nouvelles mesures prises par le gouvernement pour parer au déficit du Trésor public.

Le ministre a souligné que le choix de recourir à ce mode de financement non conventionnel dans un contexte marqué par la contraction des ressources financières suite à la chute des prix de pétrole, visait à financer le déficit du Trésor. L'utilisation de cet instrument sera accompagnée par la mise en œuvre de réformes structurelles pour améliorer le cadre institutionnel et réorienter les ressources disponibles au bénéfice de la croissance économique, a-t-il précisé.

De son côté, le vice président de la région Mena s'est dit satisfait de la qualité du partenariat avec l'Algérie et a marqué la disponibilité du Groupe de la Banque mondiale et de ses institutions à accompagner les efforts de développement économique du pays.

En marge de sa participa-



tion à la réunion d'automne du FMI et de la BM, le ministre a eu également des discussions avec des responsables d'institutions financières et bancaires qui ont porté sur l'opportunité de développer des partenariats en apportant un appui technique dans les différents domaines de développement.

M. Raouia a également rencontré des responsables du FMI et de la Banque Mondiale en charge de mener les discussions avec les pays africains sur le projet " Compact With Africa ", une initiative allemande lancée par le G20 pour promouvoir l'investissement privé en Afrique y compris dans les infrastructures. Il a pris note des éléments

d'informations techniques concernant cette initiative qui propose une plateforme, visant à assurer une visibilité politique, permettant d'instaurer la confiance à l'égard des investisseurs. Le ministre des finances, accompagné de sa délégation, participe depuis mercredi dernier à la réunion des institutions de Bretton Woods.

Vendredi au lendemain de sa participation aux travaux du G24, le ministre a pris part à la séance plénière des Assemblées annuelles du FMI et de la BM et a eu de fructueux échanges avec plusieurs ministres des Finances et experts présents à cette rencontre. M. Raouia a assisté dans ce cadre à la réu-

niou du Comité monétaire et Financier International (CMF) et à celle du Comité de Développement (CD).

Les discussions se sont focalisées sur les tendances de l'économie mondiale, marquées par une reprise de la croissance qui a été portée en grande partie par les pays émergents et en développement.

L'accent a été également mis au cours de ces réunions, sur la poursuite des efforts pour la réduction de la pauvreté, le partage de la prospérité, et la nature de l'appui que les institutions de Bretton Woods pourraient apporter aux pays pour faire face aux défis de développement.

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE (BA), M. MOHAMED LOUKAL Moanap : l'ajustement au pétrole moins cher a préservé la stabilité économique des pays exportateurs

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), M. Mohamed Loukal, a indiqué hier à Washington que l'ajustement au pétrole moins cher a préservé la stabilité économique des pays exportateurs de la région Moanap malgré ses effets sur la croissance.

«Dans la région Moyen-Orient, Afrique du nord, Afghanistan et Pakistan (Moanap), l'ajustement des pays exportateurs de pétrole aux faibles niveaux des prix a contribué à préserver la stabilité macro-économique, bien qu'au prix d'une plus faible croissance et d'une érosion des coussins de sécurité», a déclaré M. Loukal à la réunion du comité monétaire et financier international du FMI.

Le gouverneur de la BA est intervenu à cette réunion au nom de sept pays que sont l'Algérie, l'Afghanistan, le Ghana, l'Iran, le Maroc, le Pakistan et la Tunisie.

Pour s'adapter à la nouvelle réalité du marché pétrolier, ces pays ont procédé à un ajustement budgétaire, prenant des mesures importantes pour «renforcer la mobilisation des revenus fiscaux, rationaliser la dépense publique et mettre en œuvre les réformes structurelles pour diversifier leurs économies et favoriser l'emploi», a-t-il relevé.

À l'opposé, les pays importateurs de pétrole de la région ont enregistré une reprise relativement forte et de meilleures positions extérieures, mais «le défi pour ces pays est de maintenir une croissance forte et inclusive», a précisé le gouverneur.

Entre autres défis que le dirigeant de la BA a relevé, figure le chômage élevé, l'amélioration du climat des affaires et le renforcement des cadres politiques et auxquels les pays importateurs doivent apporter des réponses.

C'est en ce titre que le gouverneur a appelé

le FMI à renforcer son soutien à la région Moanap, à travers «des conseils adaptés aux circonstances et spécifiques des pays».

L'appui du FMI devrait aussi comprendre un accompagnement des efforts de renforcement des capacités et le financement des programmes en cours.

«Une attention particulière doit être dévolue aux pays de la région pour les aider à faire face aux flux considérables de réfugiés et à se préparer à la reconstruction post conflits», a-t-il ajouté.

M. Loukal, au nom des sept pays, a réitéré son appel au FMI à continuer à «soutenir les pays à faible revenu, y compris en Afrique Sub-Saharienne et les pays fragiles en «rehaussant les capacités en matière de dépenses de développement et en renforçant la mobilisation des revenus internes et l'approfondissement des marchés financiers».

Le gouverneur a salué, à ce propos, l'intégration par le FMI des «Objectifs de développement Durable à 2030» dans ses travaux.

«Aider les pays à faible revenu à adoucir l'ajustement et à atteindre leurs objectifs de long terme requiert des ressources adéquates, y compris dans le cadre du Fonds Fiduciaire pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (PRGT)», a-t-il souligné.

«Nous demeurons dans l'attente de la revue des facilités en faveur des pays à faible revenu et appelons au renforcement des capacités de prêt du PRGT et au relèvement des niveaux d'accès à ce fonds», a-t-il dit.

Les réformes pour tacler les défis croissants

Au plan mondial, le patron de la BA a indiqué que «la reprise de l'économie mondiale continuait à gagner en élan», confirmant «le sentier d'amélioration, modéré mais soutenue, observé depuis la deuxième

moitié de 2016». Malgré la persistance de différences entre pays, la reprise est largement répartie et soutenue par la croissance de la demande mondiale, a-t-il constaté. Cependant, a-t-il estimé, «beaucoup d'incertitudes persistaient quant aux perspectives à moyen terme, qui sont chargées de risques qui doivent être contenus par des politiques appropriées et la mise en œuvre résolue des réformes». Faible croissance de la productivité, risques d'instabilité financière liés aux politiques monétaires longtemps accommodantes, élargissement des inégalités de revenus, tendances protectionnistes, constituent autant de défis qui peuvent freiner la croissance, a prévenu le gouverneur.

«Les réformes doivent être approfondies et s'accroître dans tous les pays afin de tacler les défis croissants et de plus en plus difficiles auxquels nous faisons face individuellement ou collectivement», a soutenu M. Loukal. Des réformes structurelles demeurent cruciales pour assurer une croissance durable et inclusive mais doivent être orientées vers l'élimination des obstacles à la croissance, la concurrence et l'innovation, a-t-il préconisé.

Pour autant, il a souligné que les réformes devraient être «priorisées et calibrées aux circonstances spécifiques des pays afin de mieux gérer les compromis entre coûts à court terme et bénéfices à long terme».

«L'agenda des politiques et des priorités devra être tourné vers le soutien de la reprise et la construction de fondations solides pour une croissance forte, plus inclusive et plus équilibrée», a recommandé M. Loukal.

«Nous soutenons l'agenda de la Directrice Générale, qui étaye les politiques et réformes qui peuvent donner des résultats favorables si elles sont mises en œuvre de

manière globalement cohérente», a-t-il déclaré.

Dans le même sillage, il a relevé que les politiques d'assouplissement monétaire demeureraient nécessaires dans plusieurs pays mais a considéré que le retour à la normalisation monétaire ne devrait pas être retardé indéfiniment afin d'éviter que ses effets secondaires ne soient exacerbés.

Appel à l'achèvement de la réforme des quotes-parts du FMI

Évoquant la réforme des institutions de Bretton Woods, le gouverneur a déclaré que les sept pays continuaient à soutenir la nécessité pour le FMI de disposer de ressources adéquates, de fonctionner sur la base des quotes-parts et d'être moins dépendants des ressources empruntées.

«Nous soulignons l'importance de l'achèvement de la 15ème Revue Générale des quotes-parts à la date des réunions de printemps de 2019, mais pas plus tard qu'à la date des réunions annuelles de 2019, avec l'objectif de renforcer les ressources du FMI», a-t-il plaidé. A cet effet, le gouverneur de la BA a appelé à une révision de la formule de calcul des quotes-parts qui permet de modifier davantage la répartition en faveur des pays émergents et en développement dynamiques, reflétant leur poids croissant dans l'économie mondiale.

La révision doit également protéger les quotes-parts des pays les plus pauvres tels que définis dans le cadre de l'éligibilité au PRGT, a-t-il mis en exergue.

Le gouverneur a salué, par ailleurs, les efforts déployés ces dernières années pour renforcer la résilience du système financier international, en insistant sur la nécessité de prendre en charge les risques d'instabilité à moyen terme.

BM - AFRIQUE SUB

La Banque mondiale prévoit une reprise modeste de l'économie d'Afrique sub-saharienne en 2017

La Banque mondiale a fait savoir que selon ses projections, la région d'Afrique sub-saharienne devrait connaître une reprise modeste de sa croissance économique à un taux de 2,4% en 2017, après 1,3% seulement l'année passée.

Dans son nouveau rapport Africa's Pulse (le pouls de l'Afrique), une publication semestrielle qui analyse la situation des économies africaines, la Banque mondiale a cependant mis en garde que le rythme de cette reprise restait lent et qu'il ne suffirait pas à augmenter le revenu par habitant en 2017.

Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Afrique, a commenté que la plupart des pays n'avaient pas suffisamment de marge de manœuvre pour ce qui est de dégager un espace budgétaire suffisant pour faire face à la volatilité économique.

«Il est impératif que les pays adoptent des politiques budgétaires et des mesures structurelles appropriées dès maintenant pour renforcer leur résistance économique, raffermir leur productivité, augmenter les investissements et promouvoir la diversification de l'économie», a dit M. Zeufack dans ce rapport publié à Nairobi.

Selon la Banque mondiale, les plus grandes économies de la région devraient tenir la première place dans ce rebond économique.

Le Nigeria a réussi à dégager une croissance positive pour un second trimestre depuis le début de l'année, après



une récession de cinq trimestres, tandis que l'Afrique du Sud a émergé de deux trimestres consécutifs de croissance négative. L'amélioration de la conjoncture mondiale, y compris la remontée des prix de l'énergie et des métaux et l'augmentation des flux de capitaux, a contribué à favoriser la reprise de la croissance régionale.

«La croissance continue de suivre des cadences variées au sein de la région.

Dans les économies peu orientées sur les ressources naturelles comme l'Éthiopie et le Sénégal, la croissance reste globalement stable et soutenue par les investissements d'infrastructure et l'augmentation de rendement des récoltes», indique le rapport.

Le rapport Africa's Pulse note que l'inflation globale a ralenti dans la région en 2017, dans un contexte de taux de change stables et de ralentissement de l'inflation alimentaire grâce à une plus grande production alimentaire.

Il observe que les déficits budgétaires se sont réduits mais qu'ils restent élevés, car les mesures d'ajustement fiscales restent partielles.

«En conséquence, la dette publique

reste élevée. Sur l'ensemble de la région, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour répondre aux baisses de recettes et contenir les dépenses afin d'améliorer les soldes budgétaires».

Selon les projections de la Banque mondiale, l'Afrique sub-saharienne devrait enregistrer une augmentation modérée de son activité économique à l'avenir, avec une croissance atteignant 3,2% en 2018 et 3,5% en 2019, au fur et à mesure que les prix des matières premières se raffermissent et que la demande intérieure gagne du terrain, en bénéficiant du ralentissement de l'inflation et de l'assouplissement de la politique monétaire.

Toutefois, les perspectives de croissance resteront faibles dans les pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC), qui peinent à s'ajuster à la baisse des prix du pétrole, selon la Banque mondiale.

L'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'attend néanmoins à une croissance plus dynamique sur la base de la croissance solide des investissements publics, menée notamment par le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

ESPAGNE :

Les prévisions de croissance en 2018 pourraient être revues à la baisse

Les prévisions de croissance de l'économie espagnole pourraient être revues à la baisse en raison de la crise catalane, a estimé vendredi la vice-présidente du gouvernement, Soraya Saenz de Santamaría.

S'il n'y a pas une solution «rapide» à cette crise, le gouvernement espagnol pourrait devoir revoir à la baisse ses prévisions pour 2018, fixées aujourd'hui à 2,6%, a-t-elle dit lors d'une conférence de presse en ajoutant que le gouvernement devait se montrer «prudent» sur l'impact futur des événements.

La Catalogne (nord-est de l'Espagne) a organisé le 1er octobre un référendum sur l'indépendance jugé illégal par la Cour constitutionnelle, le «oui» l'emportant avec 90% des voix.

Le président de la région, Carles Puigdemont, a ensuite annoncé qu'il suspendait le processus d'indépendance pour permettre d'ouvrir des négociations avec Madrid.

Le Premier ministre Mariano Rajoy a demandé à M. Puigdemont de clarifier sa position, lui donnant jusqu'à lundi pour dire s'il avait proclamé l'indépendance ou non.

Comme Mme Saenz de Santamaría, son collègue de l'Économie Luis de Guindos a lui aussi dit redouter les conséquences de la crise catalane, craignant que le taux de croissance 2018 soit inférieur à la prévision de 2,6%. «Ce genre d'événements ont toujours un impact», a-t-il dit. A ce jour, 43 entreprises et banques ont quitté la Catalogne pour installer leur siège ailleurs en Espagne.

PÉTROLE

L'Arabie saoudite pourrait limiter à Ryad l'introduction en Bourse d'Aramco

L'Arabie saoudite n'exclut pas de renoncer, dans un premier temps, à l'introduction en Bourse d'Aramco sur les places financières internationales et de la limiter au marché financier de Ryad, a déclaré hier un porte-parole du groupe pétrolier saoudien.

«Une série d'options pour l'introduction en Bourse de la Saudi Aramco continuent d'être activement examinées», a déclaré ce porte-parole en réponse à une question sur des informations sur l'intention de Ryad de faire en 2018 une première introduction de la compagnie à la Bourse de Ryad et de la faire suivre à une date ultérieure par une autre sur des places internationales.

«Aucune décision n'a été prise et le processus d'offre publique d'achat reste sur la bonne voie», a ajouté le porte-parole.

L'introduction en Bourse d'Aramco qui ne doit porter que sur 5% des parts du géant pétrolier est la pierre angulaire du programme Vision 2030 du jeune prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane.

L'opération vise à lever 200.000 milliards de dollars pour alimenter le fonds souverain saoudien pour lui permettre de lancer des réformes visant à diversifier l'économie saoudienne trop dépendante du pétrole.

Les grandes places financières étaient sur le rang pour cette introduction en Bourse présentée comme la plus importante du monde.

Le premier exportateur mondial de brut l'Arabie saoudite a subi les effets de l'effondrement à la mi-2014 de ses revenus pétroliers, qui représentaient plus de 90% des recettes publiques.

Les prix du brut se sont partiellement redressés depuis que les principaux membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et des pays non Opep se sont entendus l'an dernier pour réduire la production de 1,8 million de barils par jour. Le royaume a affiché des déficits budgétaires totalisant plus de 200 milliards de dollars au cours des trois derniers exercices et prévoit un déficit budgétaire de 53 milliards de dollars en 2017.

Pour financer ces déficits, Ryad a eu recours à des emprunts sur les marchés international et intérieur et retiré environ 245 milliards de dollars de ses réserves.

APS

AGRICULTURE

Bayer va céder des activités d'agrochimie à BASF pour près de 6 mds euro

Le groupe allemand Bayer a annoncé vendredi avoir signé un accord avec son compatriote BASF pour lui céder des activités agrochimiques pour 5,9 milliards d'euros, une démarche destinée à faciliter sa fusion avec l'américain Monsanto.

La transaction, qui porte sur des semences de coton, de colza et de soja ainsi que sur des pesticides, soit des activités ayant généré en 2016 un chiffre d'affaires de 1,3 milliard d'euros, est soumise à la finalisation du rapprochement entre Bayer et Monsanto, a indiqué le groupe de Leverkusen (ouest) dans un communiqué.

«Nous adoptons une approche proactive pour aborder les éventuelles questions réglementaires, dans l'optique de faciliter la conclusion de la transaction avec Monsanto», a expliqué le patron de Bayer, Werner Baumann, cité dans le communiqué. La Commission européenne doit encore rendre une décision sur le projet de fusion entre l'allemand et Monsanto, spécialiste américain des pesticides et des OGM. En août, Bruxelles

avait annoncé l'ouverture d'une enquête approfondie, craignant que l'opération ne réduise la concurrence sur un marché déjà très concentré.

C'est pour répondre à ces craintes et dans l'espoir de pouvoir boucler la fusion «d'ici début 2018» que Bayer a décidé de vendre quelques bijoux de famille à son grand concurrent BASF. Les fruits de cette vente permettront à Bayer de refinancer une petite partie du rachat de Monsanto pour 56 milliards d'euros.

La cession à BASF inclut la propriété intellectuelle sur les produits concernés par la vente, ainsi que des sites et le transfert à BASF de plus de 1.800 salariés principalement aux États-Unis, en Allemagne, au Brésil, au Canada et en Belgique, détaille Bayer.

Pour les salariés en contrat à durée indéterminée touchés, BASF s'engage à respecter les contrats de travail aux mêmes conditions pour une durée d'au moins 3 ans, une fois le rachat des activités de Bayer bouclé.

GABON

Fitch abaisse la note du Gabon plus bas dans la catégorie spéculative

L'agence de notation Fitch a abaissé vendredi la note de la dette du Gabon avec perspective négative, à cause de la détérioration de l'endettement et de la situation budgétaire du pays.

La note de la dette gabonaise passe de «B+» à «B» tombant plus bas dans la catégorie spéculative et l'agence pourrait encore l'abaisser dans les prochains mois.

Fitch affirme que cette dégradation reflète «la vive détérioration des comptes budgétaires et extérieur du pays, l'accumulation d'importants arriérés intérieurs comme extérieurs ainsi que le gonflement de la dette publique» à la suite de la baisse des prix pétroliers à

partir de 2014. Un crédit de 6,42 millions de dollars accordé en juin dernier sur trois ans par le Fonds monétaire international (FMI) «va probablement faciliter la situation de la trésorerie, soutenir les réformes» et peut-être entraîner la contribution d'autres créanciers multilatéraux comme bilatéraux, espère Fitch.

La perspective d'une dégradation supplémentaire de la note reflète en outre «les risques de non-application des conditions du programme du FMI qui pourraient entraîner un retard dans le versement de son aide».

Les arriérés du pays se montent à 2% du Produit intérieur brut (PIB) pour les

créanciers extérieurs et à pas moins de 7,7% du PIB pour les retards de paiements intérieurs, comme les remboursements de TVA ou le paiement de fournisseurs.

Le déficit budgétaire a gonflé à 6,6% du PIB après 4% en 2015.

La croissance de l'économie, elle, ne devrait pas dépasser 0,8% cette année dans le sillage d'un vigif déclin de la production pétrolière et d'un affaiblissement du secteur privé, affirme encore Fitch.

L'activité pourrait reprendre en 2018 pour progresser de 2,7% puis de 3,6% en 2019, selon les prévisions de cette agence de notation.

PROTECTION CIVILE 4973 interventions en 48h



Durant la période du 12 au 14 octobre 2017 arrêté ce matin à 08 heures (les dernières 48 heures) les unités de la protection civile ont enregistré 4971 interventions pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuations sanitaires, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité etc.

Plusieurs accidents de la circulation ont été enregistrés durant cette période dont 9 accidents ayant causé 10 personnes décédées sur les lieux d'accidents et 19 autres blessées, traitées sur place puis évacuées vers les structures hospitalières par les secours de la protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Naama avec le décès de 04 personnes et des blessures à 01 autre suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur la RN 22 commune de Mekmen Ben Amar.

Par ailleurs, les secours de la protection civile de la wilaya d'Adrar sont intervenus pour l'évacuation d'un jeune homme âgé de 21 ans décédé suite à l'effondrement d'un mur d'une écurie construite en toub au lieu-dit ksar Kantour commune d'Ouled Aïssa, le corps de la victime a été évacué vers l'hôpital de Charrouine.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION: 10 morts et 19 blessés en deux jours

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 19 autres ont été blessées dans 9 accidents de la circulation survenus du 12 au 14 octobre dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya Naama, avec le décès de 4 personnes et des blessures à une autre suite au renversement d'un véhicule léger survenu sur la RN 22, dans la commune de Mekmen Ben Amar, a précisé la même source.

Par ailleurs, les secours de la protection civile de la wilaya d'Adrar sont intervenus pour l'évacuation d'un jeune homme âgé de 21 ans, décédé suite à l'effondrement d'un mur d'une écurie construite en toub, au lieu-dit ksar kantour, dans la commune d'Ouled Aïssa.

En outre, les unités de la protection civile ont enregistré 4.971 interventions de différents types pour répondre aux appels de secours, suite à des accidents de la circulation, accidents domestiques, évacuations sanitaire, extinction d'incendies et dispositifs de sécurité.

APS

ALGER:

Plus de 850.000 tonnes de déchets, dont 90 tonnes de pain collectés en 9 mois

Les deux entreprises d'hygiène et de collecte de déchets au niveau de la wilaya d'Alger «Netcom» et «Extranet» ont collecté plus de 850.000 tonnes de déchets ménagers et récupéré plus de 90 tonnes de pain, durant les 9 mois écoulés, a-t-on appris jeudi des responsables des deux entreprises.

Le Directeur des études et du développement à «Extranet», Bouteldja Karim, a déclaré à l'APS que plus de 457.000 tonnes de déchets ménagers avaient été collectés durant les 9 premiers mois de cette année (janvier-septembre).

De son côté, la chargée de communication à «Netcom», Nassima Yaakoubi a indiqué que plus de 390.000 tonnes de déchets ménagers avaient été ramassés durant la même période.

«Extranet» prévoit, d'ici à décembre prochain, de collecter 615 tonnes de déchets ménagers, a fait savoir M. Bouteldja, qui a souligné, concernant les statistiques du tri sélectif, du recyclage et de la récupération, que plus de 1.600 tonnes de carton, 60 tonnes de plastique et 27 tonnes de pneus avaient été collectés. L'entreprise procède au tri des déchets ménagers ramassés au niveau de 145 points dont 7 unités affectées au tri sélectif. Extranet emploie 5285 employés, toutes catégories



confondus, dont plus de 93% sont des agents d'intervention et 5% des cadres universitaires. Elle possède également une flotte de 352 camions.

Afin d'atteindre les objectifs escomptés et de passer au professionnalisme en matière

de transport, ramassage et tri des déchets ménagers, il faut «suivre des programmes de management et utiliser les nouvelles technologies dans la gestion et le suivi», a-t-il rappelé. Pour sa part, Mme. Yaakoubi, a indiqué que plus de 837 tonnes

de carton et 25 tonnes de plastique ont été récupérés durant la même période.

Netcom a consacré 80 points pour les opérations de tri des déchets ménager et mobilisé plus de 7.000 bennes à travers la wilaya d'Alger.

ORAN:

Démolition de 26 constructions illicites édifiées sur des terres agricoles à haï Bouamama

Les services de la wilaya ont procédé, jeudi à Oran, à la démolition de 26 constructions illicites (fondations et constructions achevées), édifiées sur des terres agricoles, a-t-on appris d'un communiqué du cabinet de la wilaya.

Ces constructions, situées au niveau de la ferme agricole «Khemist 9» relevant du secteur urbain de haï Bouamama à l'ouest de la ville d'Oran, ont été érigées en violation de la loi, a-t-on indiqué soulignant que cette opération de démolition intervient dans le cadre de la lutte contre les constructions illicites, sur ins-

truction du wali pour mettre fin à ce phénomène qui porte préjudice à la gestion urbaine.

Cette opération a permis l'arrestation d'individus impliqués dans la vente de terrains. Ces derniers ont été arrêtés pour avoir escroqué un groupe de citoyens, une pratique à laquelle ils s'adonnent depuis belle lurette et qui leur a permis d'amasser une fortune, a-t-on relevé de même source.

Les services de sécurité avec l'aide des citoyens sont arrivés à mettre hors état de nuire ce réseau spécialisé dans l'escroquerie dont les membres ont présentés devant

la justice. Le communiqué rappelle que la wilaya d'Oran est déterminée à combattre ce fléau et ne ménage aucun effort pour mettre à la disposition des citoyens des logements décentes, conseillant à plus de prudence pour éviter de tomber dans le piège des escrocs qui usent de subterfuges pour soutirer l'argent de leurs victimes.

Le wali d'Oran avait insisté, à plusieurs reprises, à plus de rigueur dans l'application des lois contre toute forme d'agression sur les terres agricoles et autres, a-t-on indiqué.

MOSTAGANEM: Mise en échec d'une tentative d'émigration clandestine de 18 personnes

Les éléments du groupe territorial des garde-côtes de la wilaya de Mostaganem ont mis en échec, jeudi, une tentative d'émigration clandestine de 18 personnes, a-t-on appris jeudi de ce corps de sécurité.

Ils ont réussi à intercepter deux embarcations de fabrication traditionnelle à 8 miles marins au nord de la commune de Benabdellmalek Ramdane au large de la mer, à leur bord 18 personnes dont des mineurs des communes de l'est de la wilaya de Mostaganem, qui ont embarqué du lieu-dit «El Kef Lasfar» relevant de la commune de Sidi Lakhdar (60 km) à l'est de Mostaganem, a-t-on indiqué. Les harraga ont été transférés vers le port commercial pour enquête et remis ensuite aux instances sécuritaires pour les présenter devant la justice.

A noter que le nombre de personnes interceptées pour tentative d'émigration clandestine à partir des côtes de Mostaganem a atteint 88 personnes à bord de 8 embarcations depuis jeudi dernier.

TISSEMSILT :

7 personnes grièvement blessées dans un accident de la route



Sept (7) personnes ont été grièvement blessées vendredi soir, dans un accident de la route sur la RN 14, dans son tronçon reliant les communes de Tissemsilt à Khemisti, a-t-on appris

des services de la protection civile. La même source a indiqué que cet accident, s'est produit croisement de Ain El Kerma, suite à un renversement d'un véhicule touristique qui faisant

partie d'un cortège d'un mariage, faisant 7 blessés graves parmi les personnes qui étaient à bord et dont l'âge varie entre 2 et 40 ans. Les éléments de la protection civile ont procédé

aussitôt à l'évacuation des blessés au service des urgences médicales de l'établissement public hospitalier de Tissemsilt, selon la même source, signalant que leur état n'est pas désespéré.

FUSILLADE DE LAS VEGAS: Des blessés graves parmi les 45 encore à l'hôpital



Quarante-cinq personnes étaient toujours hospitalisées vendredi, dont plusieurs dans un état grave, après la fusillade qui a fait 58 morts et près de 550 blessés lors d'un concert à Las Vegas le 1er octobre, selon le shérif Joe Lombardo.

Lors de la même conférence de presse, l'agent de la police fédérale (FBI) Aaron Rouse chargé de l'enquête sur ce drame perpétré par Stephen Paddock, un riche comptable retraité de 64 ans, a indiqué qu'aucun élément mis à jour à ce stade ne permettait de conclure qu'il avait été motivé par une idéologie ou une affiliation à un groupe quelconque.

Le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI) avait rapidement revendiqué la fusillade à Las Vegas, dans le Nevada (ouest), affirmant que Paddock était l'un de ses «soldats».

Paddock, qui s'est suicidé dans les minutes ayant suivi le carnage, avait transporté un véritable arsenal dans sa chambre au 32e étage de l'hôtel Mandalay Bay où il a tiré sur une foule de 22.000 personnes venues assister à un concert de mu-

sique country. Il a tué 58 personnes et, selon un bilan actualisé vendredi par M.

Lombardo, en a blessé 546. Il a indiqué que 501 personnes avaient pu sortir de l'hôpital mais que 45 s'y trouvaient toujours, dont un nombre non précisé dans un état grave. Le shérif du comté de Clark, où se trouve Las Vegas, a également modifié la chronologie des événements: l'agent de sécurité du Mandalay Bay Jesus Campos a été blessé par Paddock devant sa chambre «très proche de 22H05» --heure à laquelle il a commencé à tirer sur la foule--, en non à 21H59 comme indiqué auparavant.

Par ailleurs, les autorités pensent que Paddock a «intentionnellement» visé de gros réservoirs de kérosène situés sur l'aéroport McCarran de Las Vegas, a ajouté M. Lombardo, soulignant qu'il y avait peu de risques que des balles fassent exploser ce type de carburant. Des centaines d'employés du FBI sont encore mobilisés sur l'enquête mais les autorités semblent --publiquement du moins-- être loin d'avoir déterminé les motivations du tireur.

COLOMBIE: Des indigènes retiennent une cinquantaine de policiers



Des indigènes de l'ouest de la Colombie retiennent une cinquantaine de policiers depuis cinq jours, sans leur permettre de s'approvisionner, suite à un conflit territorial qui a fait un mort le week-end dernier, a annoncé vendredi le Défenseur du peuple.

Ces indiens de l'ethnie Kokonuko retiennent entre 46 et 50 policiers sur un terrain privé de la municipalité de Puracé (Cauca), utilisé à des fins

touristiques, mais que la communauté revendique comme territoire ancestral, a déclaré à Radio Caracol Norman Granja, représentant local de cette entité publique chargée de la défense des droits de l'homme.

«La stratégie des indigènes est de les cerner car ils ne peuvent sortir du site de l'entreprise Aguastibias (terrain de 81 ha) et ils bloquent le passage des aliments», a-t-il précisé. M. Granja a ajouté qu'une délégation du Défenseur du

peuple avait tenté jeudi d'approvisionner les policiers, mais qu'entre 80 et 100 indigènes l'en avait empêchée, menaçant d'incendier les véhicules. «Ils entendent assainir leur territoire (...) qu'il n'y ait pas une personne étrangère à la communauté», a-t-il indiqué. Le terrain d'Aguastibias est réclamé depuis des années par les Kokonuko comme territoire de leur réserve, où vivent entre 5.000 et 7.000 indigènes, selon M. Granja.

L'Etat a convenu de racheter le terrain, mais cela ne s'est pas encore fait et la police y a été déployée il y a deux mois, sur ordre judiciaire, pour en déloger les indiens qui l'occupent.

Une indienne de 27 ans a été tuée, et trois autres blessés dimanche dernier lorsque la police anti-émeute a tenté d'évacuer le terrain, selon l'Organisation nationale indigène de Colombie (ONIC). Une enquête a été ouverte par les autorités.

ÉTATS-UNIS Le bilan des feux en Californie grimpe à 33 morts

Le bilan des violents incendies en Californie, où l'intensification du vent inquiète les pompiers, s'est alourdi vendredi à 33 morts.

«Nous ne sommes pas sortis de cette situation d'urgence, nous n'en sommes même pas proches», a indiqué Mark Ghilarducci, directeur de l'Agence des situations d'urgence du gouverneur de Californie (Cal OES), lors d'une conférence de presse. «Mais nous constatons quelques progrès», a-t-il relevé. «Nous prendrons le dessus sur ces flammes».

Le responsable de la lutte contre les incendies pour la Californie Ken Pimlott a indiqué que plus de 9.000 pompiers luttent vendredi contre 17 grands incendies, qui sévissent surtout dans le nord de cet Etat, le plus peuplé des Etats-Unis. Près de 90.000 hectares sont partis en fumée depuis dimanche soir. Selon un tweet vendredi soir du service des pompiers Calfire, quelque 5.700 maisons et commerces ont été réduits en cendres dans toute la Californie depuis dimanche. La précédente estimation, remontant à mercredi matin, était de 3.500. «Nous avons fait quelques progrès importants», a-t-il dit. «Trois incendies peu étendus ont été circonscrits» et «nous avons augmenté les zones circonscrites sur certains des gros incendies», a-t-il expliqué. Mais les efforts des pompiers pourraient être compliqués par le vent qui devrait reprendre de la vigueur dans le courant de la nuit, soufflant jusqu'à 72 km/h. Les autorités ont confirmé dans l'après-midi la mort de 32 personnes. Mais, en début de soirée, plusieurs médias rapportaient le décès d'un adolescent dans le comté de Mendocino, portant le bilan à 33 morts au moins. Le shérif du comté de Sonoma avait annoncé dans l'après-midi un 18e décès, ce qui fait du «Tubbs Fire» le troisième plus meurtrier dans l'histoire de cet Etat de la côte ouest américaine. Il est devancé par le «Griffith Park Fire» dans le comté de Los Angeles qui avait fait 29 morts en 1933 et par les 25 morts du «Tunnel-Oakland Hills» en 1991. Deux autres feux sont entrés vendredi dans le classement des vingt feux les plus meurtriers de Californie: le «Redwood Valley» avec 9 morts (10e position) et le «Cascade» avec 4 morts (18e position). Le shérif du comté de Sonoma Rob Giordano a précisé que ses services avaient reçu des signalements portant sur 1.308 personnes disparues, dont 1.052 ont finalement été localisées. Des ordres d'évacuation sont toujours en vigueur dans plusieurs villes des comtés viticoles de Napa et Sonoma.

APS

CÔTE D'IVOIRE: Le phénomène des «microbes» délinquants en recul



Le phénomène des «microbes», ces bandes de jeunes accusées de nombreuses agressions à main armée à Abidjan «est en plein recul», a affirmé vendredi la police ivoirienne.

Grâce à une vaste opération des forces de sécurité baptisée «Epevier 3», menée depuis le 21 septembre, qui mobilise 1.500 policiers dans la capitale économique ivoirienne et 1.100 en province, «le phénomène des microbes est en plein recul» et «le sentiment d'insécurité a baissé parmi la population», a déclaré le porte-parole de la police, le commissaire Charlemagne Bleu, lors d'une conférence de presse. Les médias dénoncent régulièrement l'insécurité provoquée à Abidjan par ces bandes de jeunes délinquants appelés «microbes» par les Ivoiriens, qui lancent des attaques violentes dans différents quartiers, se soldant parfois par des blessés graves, voire des morts. Selon les chiffres fournis par la police, 5.800 personnes ont été interpellées en trois semaines et 248 d'entre elles défé-

rées devant la justice. Parmi les interpellations ne figurent cependant que cinq mineurs. Le phénomène des microbes a évolué et ce sont maintenant de jeunes adultes qui composent les bandes, a affirmé le commissaire Bleu, soulignant l'importance du nombre d'armes blanches saisies, 890 couteaux et 190 machettes, le type d'armes typiquement utilisées par les «microbes». Selon un rapport de la justice ivoirienne présenté jeudi, «45 enfants de moins de 18 ans ont été déferés en 2016-2017 devant le parquet d'Abidjan pour meurtres, vols, coup et blessures, pillages, assassinat».

«Ces délinquants mineurs opèrent en bande de dix, rarement seuls, à visage découvert, de jour comme de nuit. Ils n'utilisent pas d'arme à feu, mais des couteaux, des barres de fer, des machettes (...) et trouvent leur inspiration et leur stimulation dans la consommation de stupéfiants», rapporte la magistrate Mireille Kouassi, auteure du rapport présenté lors de la rentrée judiciaire.

ANGOLA Sept morts dans un accident d'avion



Les sept membres d'équipage et passagers d'un avion bimoteur, dont un Portugais et un Sud-africain, sont morts jeudi soir dans le crash accidentel de leur appareil dans le nord-est de l'Angola, on indiqué vendredi des secours.

L'avion, un bimoteur Embraer 120 appartenant à la compagnie locale Air Guicango, a décollé jeudi en fin d'après-midi de Dundo (nord-est), près de la frontière congolaise, à destination de la capitale angolaise Luanda, a rapporté le chef des pompiers locaux, Felismino Ndumba.

«L'appareil a quitté Dundo à 16h58 (15h58 GMT) pour Luanda, nous avons perdu sa trace juste après le décollage», a précisé M. Ndumba. «Malgré nos efforts, nous n'avons eu aucun contact avec l'avion depuis. Il y avait sept personnes à bord, dont un Portugais et un Sud-Africain», a poursuivi le

responsable. Selon une source gouvernementale portugaise citée par l'agence de presse Lusa, la victime portugaise est un pompier de 39 ans. L'appareil a très vraisemblablement disparu dans le lac Nacarumbo, près de la localité de Cuilo (nord-est), selon Felismino Ndumba. «Il est impossible qu'il y ait des survivants», a souligné Ndumba. Les causes de l'accident restaient encore inconnues vendredi. Le responsable des pompiers a toutefois souligné que le temps était «mauvais» sur la région jeudi soir et que l'avion avait récemment connu des dysfonctionnements. Des hélicoptères militaires ont été dépêchés dans la zone pour tenter de localiser l'épave de l'Embraer et les corps des victimes, a annoncé à la presse un porte-parole de l'armée de l'air angolaise, le commandant Francisco Waianga.

TIZI-OUZOU : Remise de kits d'hygiène dentaire aux enfants scolarisés

Des kits d'hygiène dentaire ont été remis jeudi à des enfants scolarisés de la wilaya de Tizi-Ouzou à l'occasion d'une journée de sensibilisation sur la santé bucco-dentaire.

Cette journée de sensibilisation abritée par l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) en cardiologie et chirurgie cardiaque Yacef Omar de Draa Ben Khedda, a été organisée dans le cadre du programme national stop carie lancé par le ministère de la Santé de la Population et de la Réforme hospitalière, au profit des enfants âgés de 6 à 12 ans.

Rencontré sur place, la chargée du Programme national de santé bucco-dentaire en milieu scolaire, au ministère de la Santé, le Dr Saïbi Farida, a insisté sur l'utilité des campagnes de sensibilisation en direction des enfants, mais aussi de leurs parents, pour réduire la prévalence des caries et par conséquent des maladies liées à une mauvaise hygiène bucco-dentaire.

Elle a observé que la wilaya de Tizi-Ouzou qui compte quelques 200.000 élèves, affiche un taux inquiétant de prévalence de caries parmi cette population scolarisée et qui est de près de 70%, alors que la moyenne nationale est d'environ 60%.

La profération des caries chez les enfants est due à une mauvaise hygiène bucco dentaire et à une alimentation non équilibrée et la consommation d'aliments industriels tels que les chips, bonbons, jus et limonades et autres produits nocifs pour la santé, a-t-elle observé.

Le Secrétaire général de wilaya Zinedine Tibourtine a relevé, lors de cette journée, l'importance de la sensibilisation, d'autant qu'il s'agit d'un problème très récurrent au sein de la population scolaire. Il a souligné la nécessité de procéder à des dépistages précoces de la carie dentaire chez l'enfant en vue de mieux la prendre en charge.

Il a ajouté que des actions de sensibilisations, sur la santé bucco-dentaire, seront généralisées à l'ensemble des établissements scolaires de la wilaya de Tizi-Ouzou pour toucher le maximum d'enfants et sensibiliser aussi les parents d'élèves sur ce problème.

De son côté, le directeur local de la santé, Bouda Abdennacer, a rappelé que les soins dentaires sont assurés au niveau des unités de soins (UDS) des établissements scolaires qui sont toutes dotées d'un fauteuil dentaire et d'un chirurgien dentaire.

Une opération de rénovation de certaines unités est prévue, a-t-il dit en insistance sur l'importance de la prévention pour une bouche saine.

CANCER DU SEIN : Des spécialistes soulignent l'importance d'un diagnostic précoce

Des spécialistes de la santé publique ont souligné jeudi à Alger la nécessité pour la femme d'avoir des notions médicales sur le cancer du sein, affirmant que cela peut lui sauver la vie.

Les participants à la journée de sensibilisation sur le diagnostic précoce du cancer du sein organisée au profit du personnel féminin de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ont mis en avant l'importance d'un diagnostic précoce de cette maladie.

Le docteur Abdelhakim Belamri, médecin coordonnateur au niveau des services de la Sûreté de la wilaya d'Alger a appelé les participantes à cette journée à développer la culture de la prévention en pratiquant l'autopalpation et en faisant un contrôle médical périodique.

L'intervenant a indiqué que selon l'organisation mondiale de la santé (OMS), 11.000 nouveaux cas de cancer ont été diagnostiqués cette année en Algérie et une femme décède chaque 10 seconde des suites du cancer du sein. Le diagnostic précoce évite aux femmes de subir un traitement long, pénible et coûteux (300 millions de centimes pour chaque cas), a-t-il poursuivi.



Le docteur a mis en garde les participantes contre la médecine alternative et les charlatans.

De son côté Mme Samia Kaci, présidente de l'Association d'assistance aux malades cancéreux Nour El Dhoha, a estimé de son côté

que son association activant au niveau national, a enregistré une hausse des cas de cancer du sein dans les wilayas du sud du pays chez les femmes de moins de 40ans, la plupart des cas sont associés au facteur héréditaire.

Dans le même contexte,

la présidente de l'association a constaté que les femmes quel que soit leur métier ou activité, elles hésitent à évoquer certains signes au niveau du sein. Elle a appelé tout le personnel féminin de la Sûreté de la wilaya d'Alger à briser le mur du silence.

SIDI BEL-ABBÈS: 49 nouveaux cas de cancer du sein enregistrés en 2017

La direction de la santé et de la population de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a enregistré 49 nouveaux cas de cancer du sein en 2017, selon la chef de service population à la direction précitée, Dr Bouslama Hamida.

La wilaya de Sidi Bel-Abbès recense 208 cas de cancer du sein en plus des nouveaux cas, a-t-elle indiqué, soulignant que la plupart des cas ont été enregistrés chez des femmes de plus de 50 ans. Le cancer du sein enregistre le taux le plus élevé par rapport aux autres types de cancer nécessitant de tirer la sonnette d'alarme et d'intensifier les efforts pour réduire des cas de cette maladie, a-t-elle déclaré. Pour renfor-

cer la prévention et la lutte contre le cancer du sein, des instructions ont été données aux établissements sanitaires hospitaliers et de proximité au niveau des 52 communes de la wilaya pour organiser des campagnes de sensibilisation sous la houlette de spécialistes en gynécologie obstétrique et de sages femmes pour faire connaître la maladie, ses symptômes et inciter à faire une mammographie notamment les femmes âgées de plus de 50 ans. L'association locale «Amel» des malades atteintes du cancer du sein organise des journées de sensibilisation en direction des femmes rurales au niveau du sud de la wilaya

durant le mois rose d'octobre et une journée d'étude au profit des praticiens, en vue d'améliorer la prise en charge des patients, a souligné le président de l'association, Baroud Lefkir. Il a ajouté que l'association, qui devra participer au salon national anti cancer du sein prévu à Alger du 26 au 28 octobre en cours pour exposer ses activités, aspire à améliorer la prise en charge en matière de radiothérapie dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès avec l'entrée service du centre anti-cancer (CAC). Dans ce sens, M. Lefkir a sollicité les autorités locales à offrir l'hébergement aux malades venus de zones éloignées et hors de la wilaya.

LAGHOUAT : Interventions chirurgicales gratuites au profit de 240 nécessiteux à Aflou

Pas moins de 240 malades nécessiteux, atteints de la cataracte, ont bénéficié d'interventions chirurgicales dans le cadre des journées médico-chirurgicales organisées au niveau de l'hôpital Abdelkader Bedjerra à Aflou, a-t-on appris mercredi des organisateurs. Initiée par l'association "Tagemi" (Ghardaïa), en coordination avec la direction de la santé et de la population de la wilaya de Laghouat, cette opération, menée avec la technique dite "Faco", a profité aux malades de la région d'Aflou, dont les personnes aux besoins spécifiques, les malades chroniques et les cancéreux. Placées sous le signe de "Vos yeux sont les nôtres", ces journées médico-chirurgicales, qui ont pris fin mardi, ont été encadrées par un

staff médical et paramédical spécialisé, bénévoles, issus de différentes régions du pays. Cette action de solidarité sera suivie, dans les prochaines semaines, d'une action similaire au niveau de l'établissement public hospitalier "H'mida Benadjilla" à Laghouat, a révélé le président de l'association, Mohamed Benyoucef. Cette action en direction des catégories défavorisées vise, entre autres objectifs, l'ancrage des valeurs de solidarité et de cohésion sociale et la consolidation de l'esprit humanitaire, selon M. Benyoucef. Fondée en 2006 dans la commune d'El-Atteuf (Ghardaïa), l'association "Tagemi", à caractère humanitaire et culturel, s'emploie à prêter d'aide aux catégories sociales vulnérables.

ILLIZI : Une équipe médicale militaire va renforcer les prestations de santé à Bordj Omar Idriss

Une équipe médicale militaire pluridisciplinaire va renforcer les prestations de santé dans la commune de Bordj Omar Idriss (700 km d'Illizi), a appris l'APS mercredi de la direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Illizi.

Une commission du ministère de la défense nationale (MDN) a procédé, en coordina-

tion avec la DSP, à l'inspection des structures existantes dans la commune, dont l'hôpital 60 lits en cours de réalisation et dont une partie est achevée ainsi que l'établissement public de santé de proximité, en vue de faire un état des lieux et voir les possibilités de contribution de la santé militaire à la satisfaction des attentes de la population locale en matière de

prise en charge médicale spécialisée, a indiqué le DSP d'Illizi, Abbas Bouilfa.

Les services de la santé militaire envisagent, ainsi, la mobilisation de praticiens spécialisés et des moyens médicaux nécessaires pour couvrir les spécialités médicales projetées, dont la chirurgie générale, la néphrologie, la réanimation, la gynécolo-

gie-obstétrique, la médecine interne et la pédiatrie, a-t-il précisé.

Une proposition est faite d'exploiter pour cela la partie achevée de l'hôpital 60 lits qui comprend le pavillon des urgences, le bloc opératoire et le service Mère-enfant.

Selon le DSP, cette initiative, susceptible de contribuer à l'amélioration des prestations de mé-

dicales spécialisées dans la région, devra épargner aux malades les évacuations vers le chef lieu de wilaya ou vers la wilaya d'Ouargla pour des motifs de soins et permettre également aux praticiens civils exerçant dans la région un échange d'expériences avec leurs homologues militaires.

FAO:

Feuille de route contre la tuberculose des bovins

La première feuille de route pour combattre la tuberculose animale (bovine) et éviter sa transmission à l'homme (la tuberculose zoonotique), a été présentée vendredi lors de la 48^e conférence mondiale sur la santé pulmonaire qui se tient à Guadalajara (Mexique), a indiqué l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web.

Quatre partenaires du secteur de la santé à savoir l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), la FAO et l'Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires (l'Union) se sont alliés pour mettre au point cette feuille de route et faire face aux graves conséquences de cette maladie sur la santé et sur l'économie.

Selon de nouvelles données publiées par l'OMS, chaque année, plus de 140.000 personnes contractent la tuberculose zoonotique et 12.000 en meurent principalement en Afrique et en Asie du Sud-Est. La lutte contre la tuberculose a progressé mais le traitement des personnes atteintes de tuberculose zoonotique accuse un retard.

Les priorités énoncées dans cette feuille de route montrent qu'une action multisectorielle s'impose pour lutter contre cette forme négligée de tuberculose et atteindre les cibles des objectifs de développement durable définis par l'Organisation des Nations unies et celles qui figurent dans la Stratégie de l'OMS pour mettre fin à la tuberculose, a déclaré le directeur du programme mondial de lutte contre la tuberculose de l'OMS, le Dr Mario Raviglione ajoutant "qu'ensemble, nous pouvons sauver des vies et garantir des moyens de subsistance".

La tuberculose bovine est le plus souvent transmise à l'homme lors de la consommation de produits laitiers non chauffés, venant d'animaux malades, ou de viande crue ou mal cuite.

La transmission directe de la maladie entre des animaux ou des produits animaux infectés et l'homme est également possible. Selon Dr Paula I Fujiwara, directrice scientifique à l'Union, cette feuille de route pluridisciplinaire fera date dans la lutte contre la tuberculose chez l'homme et chez l'animal.

Il faut désormais mettre l'accent sur l'amélioration des technologies, des connaissances scientifiques et de la gouvernance pour les communautés touchées, sur lesquelles pèse la charge de la tuberculose bovine dans les zones rurales pauvres, si nous voulons éliminer la tuberculose absolument partout. La tuberculose zoonotique est pourtant une maladie en grande partie cachée. Les outils de laboratoire perfectionnés nécessaires pour le diagnostiquer sont rarement disponibles.

Le bacille responsable de la maladie est résistant à la pyrazinamide, l'un des médi-



caments couramment utilisés en première intention pour traiter la tuberculose. Le diagnostic est souvent erroné et les patients reçoivent parfois un traitement inefficace. Pour combattre la tuberculose, nous devons reconnaître que la santé de l'homme et celle de l'animal sont interdépendantes.

En particulier, la tuberculose bovine, causée par *Mycobacterium bovis*, affecte le bétail, menace les moyens d'existence des populations et crée d'importantes barrières économiques et commerciales, tout en constituant un risque majeur pour la sécurité sanitaire des aliments et la santé humaine a indiqué le directeur de la division de la production et de la santé animale de la FAO, le Dr Berhe Tekola.

La feuille de route présente dix mesures prioritaires que les acteurs de la santé humaine et de la santé animale peuvent engager, et fixe des étapes intermédiaires à court et à moyen terme. Les conséquences de la tuberculose zoonotique ne se limitent pas à la santé humaine.

A ce sujet, le directeur général adjoint (Normes internationales et Science) de l'OIE, Dr Matthew Stone, note qu'il faut absolument prévenir et combattre la tuberculose bovine à sa source animale afin d'éviter la transmission à l'homme, d'améliorer la sécurité sanitaire des aliments et de protéger les moyens d'existence de nombreuses communautés rurales.

Dans cet objectif, la mise en œuvre de

stratégies fondées sur des normes internationales et une approche intersectorielle permettra d'améliorer la surveillance et le diagnostic de la maladie chez l'animal et de réduire par conséquent les risques pour l'être humain.

La tuberculose bovine menace également le bien-être animal et les populations qui vivent de l'élevage.

La maladie peut affecter la production animale, avec des conséquences économiques dévastatrices sur les marchés et les échanges commerciaux, sans compter les coûts de la mise en œuvre des programmes de surveillance et de lutte.

Pour éliminer la maladie, le cheptel domestique atteint de la tuberculose bovine doit être abattu sous contrôle vétérinaire.

Les pays riches sont touchés eux aussi. Aux Etats-Unis, plus de US \$200 millions de fonds d'urgence ont dû être débloqués entre 2000 et 2008 pour faire face aux flambées épidémiques de tuberculose bovine.

Les animaux sauvages peuvent également être infectés et servir de réservoir d'infection pour le bétail et la population, ce qui représente une menace potentielle sur les efforts de conservation de la faune.

Cette feuille de route est un document décisif qui appelle à agir de toute urgence pour intensifier la riposte et renforcer les ressources nécessaires en vue de lutter contre la tuberculose zoonotique et la tuberculose bovine.

SEYCHELLES:

Fermeture des écoles par crainte de la peste

Le gouvernement seychellois a décidé de fermer les écoles primaires et secondaires des Seychelles vendredi, jusqu'à mardi inclus, après la découverte de deux cas présumés de peste, une maladie qui sévit sur l'île voisine de Madagascar. "Nous avons pris cette décision comme mesure de précaution pour rassurer les parents", a déclaré Marida Delcy, conseillère au ministère de l'Éducation nationale de l'archipel, citée par l'AFP.

"On espère qu'à leur retour (...), les enfants seront en bonne santé", a-t-elle ajouté. Des tests préliminaires portant sur deux personnes, dont un Seychellois rentré dans son pays le 6 octobre sur un vol en provenance de Madagascar, ont montré qu'elles pouvaient avoir la peste pulmonaire, a indiqué dans un communiqué le ministère de la Santé.

"Pour l'instant, il n'y a pas encore



été confirmé que les deux personnes malades sont dues à la peste pulmonaire, des échantillons doivent être envoyés ce weekend à l'Institut Pasteur (à Paris)", a précisé le docteur Jude Geodon, Commissaire à la Santé publique.

Les résultats devraient être connus la semaine prochaine.

Selon le ministère de la Santé, 320 personnes ont été placées en surveillance après avoir été en contact avec les deux malades. Au total, 12 personnes montrant de possibles symptômes de la peste ont été admises à l'hôpital et placées sous antibiotiques, a précisé le ministre.

Parmi elles, figure un enfant

qui pourrait avoir été en contact avec d'autres élèves de l'école primaire d'Anse Boileau, sur la côte ouest de l'île principale Mahé. Par précaution, tous les élèves ont également mis sous antibiotiques.

Les autorités des Seychelles ont également décidé que toute personne arrivée depuis moins de sept jours de Madagascar, située à environ 1.800 km plus au sud, devait être placée en centre d'isolement. La "saison" annuelle de la peste s'est déclarée fin août dans le centre de Madagascar. Depuis, la maladie s'est rapidement propagée dans 18 des 22 régions et notamment, nouveauté par rapport aux années précédentes, à Antananarivo.

Selon le dernier bilan publié par le ministère de la Santé, 500 cas et 54 décès ont déjà été répertoriés sur l'ensemble de la Grande île, dont 276 cas et 25 morts dans la seule capitale.

ÉTATS UNIS

La Californie déclare l'état d'urgence face à une épidémie d'hépatite A

Le gouverneur de la Californie, Jerry Brown, a décrété vendredi l'état d'urgence face à l'épidémie d'hépatite A qui a tué au moins 18 personnes dans cet Etat de l'ouest des Etats-Unis.

La proclamation de l'état d'urgence permet à l'Etat d'augmenter l'offre de vaccins contre l'hépatite A chez les adultes pour répondre aux besoins actuels, afin d'aider à contrôler l'épidémie de la maladie. Cette mesure permet également au Département de la santé publique (CDPH) de la Californie d'acheter immédiatement des vaccins supplémentaires directement auprès des fabricants et de coordonner la distribution aux personnes les plus exposées au risque dans les zones touchées.

"Vacciner les personnes qui risquent d'être exposées à la maladie est l'outil le plus efficace pour prévenir la propagation d'hépatite A", a déclaré la directrice du CDPH, Karen Smith, dans un communiqué. Selon le CDPH, environ 80.000 doses de vaccins obtenus grâce au programme de vaccination fédérale ont été distribués. "Les agents de santé locaux travaillent dur pour distribuer des vaccins aux personnes qui sont les plus exposées à l'infection, dont les Californiens sans abri", a ajouté Mme Smith.

Le décret de ce jour aidera aux communautés de continuer à distribuer des vaccins où l'on en a le plus besoin", a-t-elle poursuivi. La Californie connaît actuellement la plus grande épidémie d'hépatite A du pays. Cette dernière s'est déclarée tout d'abord fin 2016 dans la communauté des sans abri de la ville de San Diego, dans le sud de l'Etat, avant de se propager dans d'autres comtés.

USA

L'obésité continue à progresser aux Etats-Unis

Un rapport gouvernemental publié vendredi a indiqué que le taux d'obésité dans la population des Etats-Unis continue à progresser et a atteint un nouveau sommet, avec 39,6% des adultes concernés.

Les spécialistes sont préoccupés par l'obésité car elle est liée à des affections potentiellement mortelles comme les maladies cardiaques, le diabète et certains types de cancers. Le taux d'obésité des adultes aux Etats-Unis augmente régulièrement depuis 1999, année où il se situait à 30,5%.

«De 1999-2000 à 2015-2016, une claire tendance croissante de l'obésité a été observée aussi bien chez les adultes que chez les jeunes», déclare le rapport, fondé sur l'étude d'un échantillon représentatif de la population nationale et publié par le National Center for Health Statistics. Toutefois, le changement observé entre 2013-2014 et 2015-2016 «n'est pas significatif, que ce soit pour les adultes ou pour les jeunes», précise cet organisme.

En effet, le rapport précédent indiquait que pour 2013-2014 le taux d'obésité chez les adultes était de 37,7%. Les spécialistes soulignent que la différence entre ce chiffre et le nouveau n'est pas statistiquement significative car elle est inférieure à la marge d'erreur.

L'obésité chez l'adulte est définie par un index de masse corporelle (IMC) de 30 ou plus. Parmi les jeunes Américains, âgés de deux à 19 ans, 18,5% sont obèses, selon le rapport. En 1999, le taux d'obésité chez les jeunes était de 13,9%.

APS

MIGRAINES : AUJOURD'HUI ON PEUT VRAIMENT ÊTRE SOULAGÉ

La migraine ne concerne en général qu'une seule partie de la tête, d'où le terme de « mi-graine ». Elle s'accompagne souvent d'une intolérance au bruit, à la lumière et à certaines odeurs, au point de provoquer parfois nausées et vomissements, qu'il faut apprendre à gérer.

Chez 20 à 30 % des migraineux, la migraine est précédée ou s'accompagne de ce qu'on appelle une aura, un trouble neurologique transitoire et réversible. Dans la plupart des cas, il s'agit de troubles visuels tels que des scintillements devant les yeux ou des trous dans le champ de vision (pour cette raison, on parle encore parfois de migraine ophtalmique) mais des troubles sensoriels (fourmillements, engourdissement des mains ou de la face), voire des difficultés à s'exprimer peuvent apparaître.

Une origine souvent familiale

On est souvent migraineux de père en fils ou de mère en fille. "La génétique fait que le cerveau de certaines personnes est programmé pour être migraineux. Néanmoins, la migraine est une maladie à seuil ; elle ne se déclenche que lorsque certains facteurs environnementaux sont présents ou qu'ils ont dépassé un certain seuil de tolérance", explique le Dr Anne Donnet, neurologue à l'hôpital de la Timone (Marseille) et présidente de la Société française d'étude des migraines et des céphalées.

La présence de ces(s) facteur(s) déclenchant(s) va stimuler une zone particulière du cerveau appelée hypothalamus qui, à son tour, va stimuler l'un des deux nerfs trijumeaux (celui de gauche, ou celui de droite). S'ensuit alors une libération de substances chimiques (appelées neurotransmetteurs) qui induisent la vasodilatation des vaisseaux alimentant les méninges (des membranes protégeant le cerveau). Cette vasodilatation est probablement en partie responsable du caractère douloureux et pulsatile de la migraine.

Les prévenir avec une bonne hygiène de vie

Dans la mesure du possible, se coucher et manger à heure régulière, bien s'hydrater, limiter sa consommation d'alcool, limi-



ter le stress, etc. Pas d'évitement systématique d'aliment. Certains migraineux constatent que leurs crises sont provoquées par certains aliments (chocolat, banane, aliments gras, restauration asiatique, etc.) et mettent alors en place une stratégie d'évitement de ces aliments. Mais pour Anne Donnet, ces migraines alimentaires sont rares.

"Souvent, c'est une modification plus globale qui entre en jeu : les personnes vont certes manger un aliment particulier mais

dans un contexte inhabituel, explique le Dr Anne Donnet. C'est le week-end, elles vont aller au restaurant, se coucher plus tard, boire de l'alcool, ce qui va concourir au déclenchement de la crise." Les stratégies d'évitement sont donc la plupart du temps inutiles et peuvent même parfois être contreproductives : une telle démarche risque en effet de se rendre petit à petit plus sensible à tout changement, même minime." Certains contraceptifs peuvent

s'avérer efficaces chez les femmes dont les migraines apparaissent dans les jours qui précèdent ou suivent les règles. Elles sont dues à la chute du taux d'œstrogène en fin de cycle.

Agir dès le début de la crise

Éviter la lumière et le bruit, il n'y a pas pire pour activer la douleur. Éteindre les lampes, ainsi que les écrans de télé ou d'ordinateur. Si on peut, s'allonger 10 minutes et tirer les rideaux. On peut aussi porter l'un de ces masques que l'on donne dans les avions. Pas de radio ni de téléphone non plus. Deux classes de médicaments sont efficaces : les anti-inflammatoires tels que l'ibuprofène et les triptans, des médicaments spécifiques de la migraine. Ces derniers sont des vasoconstricteurs qui réduisent la vasodilatation responsable de la douleur migraineuse. Il en existe plusieurs. Par ailleurs, au-delà de 8-10 jours par mois de migraine, on peut envisager un traitement de fond qui permettra de réduire la fréquence des crises. La plupart du temps, il s'agit de bêta-bloquants (médicament pour le cœur, prescrit à une dose différente).

Tenir un agenda aide pour trouver "son" traitement

Que l'on soit adulte ou enfant, si les migraines ont tendance à se répéter, il est conseillé de tenir un agenda des crises dans lequel on notera le jour et l'heure de la migraine, l'intensité de la douleur et le traitement qu'on a pris. Si on s'en sent capable, on peut également détailler les circonstances qui l'on précédée et sa durée. "Mais attention, si on s'oblige à noter trop de détails, on risque de se lasser et d'oublier de le mettre à jour.

Or, mieux vaut un agenda très concis mais exhaustif qu'un agenda détaillé mais dans lequel on a omis la moitié des crises", prévient le Dr Anne Donnet.

AVC : L'ASPIRINE TROP SOUVENT PRESCRIT EN PRÉVENTION

Prescrire de l'aspirine en prévention des AVC ou des maladies cardiovasculaires serait inutile et dangereux pour 1 patient sur 10, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue *Journal of the American College of Cardiology* (JACC). Certains patients ne devraient pas consommer d'aspirine. Ce médicament provoque des risques réels de saignements.

Le débat sur la prise quotidienne d'aspirine en prévention des maladies cardio-vasculaires et du cancer est à nouveau au cœur des débats scientifiques.

Les chercheurs ont étudié les ordonnances d'aspirine de 119 cabinets médicaux entre 2008 et 2013. La Food and Drug Administration (FDA) déconseille la prise régulière d'aspirine pour prévenir les infarctus chez les personnes n'ayant jamais eu de problème cardiovasculaire. L'Agence américaine du médicament justifie cette mise en garde par le risque d'hémorragie de l'estomac ou du cerveau que cela pourrait provoquer. En effet, pour les personnes en bonne santé, les bénéfices de l'aspirine n'ont pas été dé-

montrés scientifiquement sur le plan cardiaque, contrairement au danger hémorragique, insiste l'agence américaine. Si le risque cardiovasculaire à 10 ans est inférieur à 6 %, il est inutile de prescrire de l'aspirine.

Les résultats de l'étude révèlent que dans 42 % des cas, les malades en consomment.

« Les professionnels de santé doivent se demander si le risque de saignements dépasse les bienfaits potentiels du traitement chez des patients qui ne correspondent pas aux recommandations » expliquent les chercheurs de l'étude.

« Puisque l'aspirine est en accès libre, l'éducation des patients et du public contre une consommation d'aspirine sans recommandation médicale jouera aussi un rôle clé pour éviter ces mésusages », souligne Ravi Hira, cardiologue et auteur de l'étude.

En France, la Haute Autorité de Santé (HAS) recommande de réserver la prescription d'aspirine à la prévention secondaire, c'est-à-dire chez les personnes qui ont un risque élevé de maladie cardiovasculaire.



PALUDISME : UN MOUSTIQUE RÉSISTANT À L'INSECTICIDE DES MOUSTIQUAIRES



Un nouveau moustique hybride porteur de malaria est apparu au Mali. Il est capable de résister à l'exposition aux moustiquaires traitées avec des insecticides.

Un des moyens les plus efficaces de se protéger du paludisme est de dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide. Logiquement, lorsqu'un moustique tente de piquer une personne dormant sous ce type de moustiquaire, il se pose sur cette barrière, entre en contact avec l'insecticide, imprégné et meurt.

Sauf au Mali. Car dans ce pays, un moustique hybride vient d'apparaître, qui a réussi à développer une résistance à l'insecticide des moustiquaires. Le Dr Gregory Lanzaro, entomologiste et professeur à l'Université de Californie (Etats-Unis), l'a baptisé "super moustique" car il peut survivre à l'exposition aux insecticides utilisés pour traiter les moustiquaires.

Une descendance hybride qui survit à l'exposition aux insecticides

"En introduisant des insecticides dans l'environnement des moustiques porteurs de la malaria (également appelé paludisme), nous avons modifié leur évolution et encouragé l'apparition d'hybrides" explique le Professeur Lanzaro.

C'est ainsi que les moustiques Anopheles gambiae, l'une des espèces de moustiques les plus lourdement responsables de la propagation du paludisme en Afrique de l'Ouest s'est accouplée avec des moustiques d'une autre espèce, Anophele coluzzii, dominant naissances à une descendance hybride qui survit à l'exposition aux moustiquaires traitées.

Les chercheurs doivent donc désormais développer de nouveaux moyens d'éradiquer les moustiques qui propagent la malaria, soit avec de nouveaux insecticides, soit à l'aide d'agents chimiques, comme des champignons tueurs de moustiques.

DORMIR SUR UN CANAPÉ EST LONGUEUR POUR LES BÉBÉS

Le canapé serait impliqué dans une mort subite du nourrisson sur huit. Beaucoup surviennent quand les parents dorment avec le bébé sur le sofa.

Ne bercez pas votre bébé quand vous êtes allongé devant la télé. Le canapé est un des plus dangereux endroits qu'il soit pour bébé, selon une nouvelle étude américaine parue dans la revue Pediatrics. Le Dr Jeffrey Colvin, pédiatre au Children's Mercy Hospitals à Kansas City dans le Missouri, aux Etats-Unis, adresse une mise en garde aux parents américains dans une nouvelle étude. Il a rassemblé les données issues de 24 pays entre 2004 et 2012 et portant sur près de 8 000 cas de morts subites du nourrisson.

En tout, les morts des bébés sur le canapé ont représenté 12% des décès signalés chez les bébés âgés de douze mois ou moins. "On a été choqué de constater qu'environ une mort subite du nourrisson sur huit était liée au fait de le laisser dormir sur un canapé, résumé l'auteur de l'étude. Les canapés ne viennent même pas à l'esprit des gens quand ils évoquent les lieux où dorment les petits. La proportion des bébés qui dorment sur un canapé est en fait beaucoup plus élevée que ce que je pensais".

Les décès sur le canapé surviennent souvent à la suite d'une



suffocation ou d'une strangulation. Le danger pour bébé est plus élevé quand les parents font une sieste avec leur enfant. Sur les 12 % de décès de nourrissons comptabilisés sur un sofa, 90 % se sont produits quand les parents dormaient avec le bébé sur le canapé. Cette pratique a priori in-

nocente peut tourner au drame si le parent s'endort inopinément. "Aux Etats-Unis, les enfants finissent souvent par dormir sur le canapé parce que l'allaiter pour ne pas réveiller l'autre parent, ou alors il pense regarder la télé avec le bébé en plein milieu de la nuit.

Mais sans s'en rendre compte, l'adulte finit par s'endormir de fatigue", précise l'étude.

Les chercheurs rappellent aux parents que le canapé est à éviter quand bébé dort. Il faut lui préférer une "surface plane, ferme et rigide avec des couvertures et un oreiller".

Les bébés qui font la sieste ont une meilleure mémoire

Les bébés qui font au moins une demi-heure de sieste chaque jour ont une meilleure mémoire et assimilent plus rapidement les différents apprentissages de leurs premiers mois de vie. Faire la sieste fait partie de la routine des bébés. Mais une étude, première du genre à s'intéresser au sujet, montre que la sieste n'est pas anodine car elle permet au bébé de mieux assimiler ce qu'il vient d'apprendre. C'est un effet juste avant de dormir que

les tout-petits apprennent le mieux. Cette étude, menée par une équipe de l'Université de Sheffield (Grande-Bretagne) et de l'Université de la Ruhr (Allemagne), a été menée auprès de 216 bébés en bonne santé, âgés de 6 à 12 mois. Elle a porté sur leur capacité à découvrir et retenir de nouveaux gestes. Les chercheurs ont montré par exemple aux bébés comment enlever et remettre une mitaine sur une marionnette. Ils leur ont laissé la possibilité de

répéter ce geste 4h puis 24 h plus tard. Entre la démonstration et la démonstration des nouvelles compétences, certains bébés avaient fait une sieste d'une demi-heure et d'autres non. L'expérience a montré que les bébés qui avaient dormi se rappelaient parfaitement ce nouveau geste. Tandis que ceux qui n'avaient pas fait la sieste ne semblaient avoir aucun souvenir de cet apprentissage. Selon le Dr Jane Herbert, de

l'Université de Sheffield, qui a dirigé l'étude: "Ces résultats sont particulièrement intéressants pour les parents et les éducateurs, car ils suggèrent que le moment optimal pour les nourrissons pour assimiler de nouvelles informations est juste avant leur sommeil, quand ils commencent à être fatigués. Cela indique aussi que leur lire un livre juste avant la sieste peut être particulièrement précieux pour leur apprentissage des mots".

TABAC : IL EST PLUS DIFFICILE D'ARRÊTER QUAND ON ÉLIMINE LA NICOTINE RAPIDEMENT

La vitesse à laquelle le corps élimine la nicotine jouerait dans l'efficacité des différents traitements pour arrêter de fumer, selon une étude.

Un test sanguin destiné à évaluer la vitesse d'élimination de la nicotine pourrait bien être la solution pour permettre aux accros à la cigarette de s'en défaire efficacement. Des chercheurs de l'Université de Pennsylvanie (Etats-Unis) recommandent cet outil de dépistage après avoir constaté le rôle du métabolisme de la nicotine pour arrêter de fumer.

Les fumeurs ne sont pas égaux face à la nicotine. Certains la métabolisent plus rapidement que d'autres, c'est-à-dire qu'ils vont l'éliminer plus vite de leur organisme. Or c'est cette baisse de nicotine qui crée le manque. En clair, les fumeurs qui l'éliminent rapidement ("métaboliseurs" dits normaux, soit 60% des fumeurs) seront donc plus dépendants que les "métaboliseurs" dits lents et auront donc plus de mal à arrêter de fumer. Partant de ce constat, l'équipe du professeur Caryn Lerman a comparé l'efficacité de traitements pour arrê-

ter de fumer chez 1 246 fumeurs désireux de stopper la cigarette, et comptant autant de "métaboliseurs" lents que normaux. Les participants ont été séparés en trois groupes : le premier a été traité avec des patchs à la nicotine et une pilule placebo ; le deuxième avec le médicament varenicline (Champlix ou Chantix de Pfizer) et des patchs placebo ; le troisième a bénéficié uniquement de pilules et patchs placebo.

Des conseils adaptés suivant les résultats du test sanguin

Résultat au bout de 11 semaines : chez les métaboliseurs lents, les patchs à la nicotine se sont révélés aussi efficaces que la varenicline, même si des effets secondaires ont été rapportés avec le médicament.

Chez les métaboliseurs normaux, la varenicline a fonctionné deux fois plus que les patchs à la nicotine. Ces différences entre métaboliseurs lents et normaux confirment pour les chercheurs l'utilité d'utiliser un test san-



guin pour évaluer la vitesse d'élimination de la nicotine. En effet, en fonction des résultats, les praticiens pourront mieux orienter les patients vers tel ou tel traitement d'arrêt du tabac.

G5 SAHEL: Repli des troupes tchadiennes vers le nord

Des troupes tchadiennes ont rejoint le nord du Tchad dans le cadre du G5 Sahel après avoir quitté le Niger où elles luttent contre Boko Haram, a indiqué le gouvernement tchadien.

«Nous avons déployé nos forces en profondeur dans le cadre du G5 Sahel entre les trois frontières Tchad, Niger et Libye», a déclaré à l'AFP le ministre de la Défense nationale Bichara Issa.

Ces troupes tchadiennes, quelques centaines de soldats, ont quitté le Niger il y a plus d'une semaine pour rejoindre la base tchadienne située dans la région de Wour (massif du Tibesti) de la nouvelle force multinationale africaine du G5 Sahel.

Le Tchad n'a cependant «pas quitté le Niger» et des troupes de la Force multinationale mixte (FMM) venues de la région du Lac Tchad remplaceront celles parties vers le nord, a tenu à préciser le ministre.

Les troupes tchadiennes participent à la lutte contre le jihadisme en Afrique à travers leurs participations au sein du G5 Sahel, de la FMM (contre Boko Haram), et avec un contingent de casques bleus dans la force onusienne au Mali.

«Le Tchad s'est engagé dans la lutte contre le terrorisme. Par conséquent nous n'allons pas nous dérober de notre engagement», a déclaré le ministre de la défense cité par l'AFP.

Fin septembre, le gouvernement américain a inscrit le Tchad sur la liste des pays dont les ressortissants sont indésirables aux États-Unis.

Selon le président américain Donald Trump, le pays ne «coopère pas avec le gouvernement américain» et «ne partage pas de manière adéquate les informations concernant la sécurité du public et le terrorisme».

SAHARA OCCIDENTAL-UE-MAROC La renégociation des accords UE-Maroc ne devrait pas porter préjudice au processus de paix au Sahara occidental

La négociation d'un accord additionnel à l'accord d'association UE-Maroc afin de se conformer à l'arrêt de la Cour européenne de justice (CJUE) sur le Sahara occidental «ne devrait en aucun cas porter préjudice au processus de paix» mené sous l'égide des Nations unies, a affirmé l'eurodéputée Patricia Lalonde citant le Service européen de l'action extérieure (SEAE).

«(...) la renégociation de l'accord ne devrait en aucun cas porter préjudice au processus de paix», a-t-elle déclaré devant la commission commerce international (INTA) au Parlement européen, assurant que le «SEAE va travailler avec le nouveau envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental, Horst Kohler».

La députée européenne, rapporteur du groupe de la Commission INTA en charge du suivi des accords et négociations de l'UE avec la région Maghreb, a fait savoir que son groupe s'était réuni le 25 septembre dernier, afin d'évaluer les progrès réalisés lors du second round des négociations entre la Commission européenne et les autorités marocaines, tenu à la mi-juillet en vue de «modifier l'accord d'association avec le Maroc à la suite de l'arrêt rendu par la CJUE le 21 décembre 2016, dans l'affaire qui a opposé le Conseil de l'UE au Front Polisario».

L'accord recherché comporte, selon cette eurodéputée qui a cité la commission chargée des négociations, trois composantes: la première, relève de la nécessité de se mettre d'accord sur le texte et sur une formulation commune pour modifier l'accord et cela «prendrait la forme d'un échange de lettres», un volet sur lequel, les deux parties auraient bien progressé pour «conclure le plus tôt possible».

La deuxième, a-t-elle poursuivi, concerne l'évaluation des bénéfices de cet accord pour «le peuple du Sahara occidental» et la troisième, est d'obtenir son consentement par rapport à ces mesures. Mais, le sujet serait «sensibile pour le Maroc», a rappelé la



députée européenne, Patricia Lalonde qui a cité le SEAE.

Le rapport présenté jeudi par l'eurodéputée française, Patricia Lalonde devant la Commission INTA «mis à nu le double langage de la Commission européenne» dans le processus de négociation en cours entre l'UE et le Maroc sur l'adaptation des accords commerciaux entre les deux parties, enclenché suite à l'arrêt de la CJUE du 21 décembre 2016, a estimé une source diplomatique.

«Tout en feignant de respecter dans ses exposés devant le parlement européen la terminologie onusienne et le droit international, en parlant du «Peuple du Sahara occidental», la Commission agit dans l'ombre et en catimini, sous la pression du Maroc et de ses lobbyistes au sein de la Commission européenne, pour contourner l'arrêt de la CJUE, en mettant en avant le concept de «population locale», qui renvoie en fait aux colons marocains, en vue de passer outre le consentement du peuple du territoire du Sahara occidental

occupé», a ajouté la même source.

Mise en garde contre les manœuvres visant à confondre le «peuple» du Sahara occidental avec la «population» locale

L'intergroupe sur le Sahara occidental au Parlement européen a déjà mis la Commission en garde contre toute manœuvre visant à confondre le «peuple» du Sahara occidental avec la «population» du Sahara occidental, constituée pour une énorme majorité de colons marocains incités à s'installer dans les territoires occupés, soulignant, à ce titre, que la CJUE se réfère explicitement au consentement du «peuple du Sahara occidental».

L'intergroupe avait exprimé ses craintes de voir la Commission européenne aller demander le consentement d'une institution ou d'un organe marocain, alors que la CJUE a déclaré que le Maroc et le Sahara occidental sont des territoires distincts et séparés.

Par ailleurs, l'eurodéputée Patricia Lalonde a indiqué que,

d'après la Commission européenne, le Commerce avec le Sahara occidental «était relativement limité» mais «ils ont besoin d'avoir des informations plus précises sur le flux».

La Commissaire européenne en charge du Commerce, Cecilia Malmström a indiqué dans une correspondance adressée récemment au président de la commission INTA qui sollicitait des données statistiques sur les échanges de l'UE avec le Sahara occidental, que la valeur des produits transformés de la pêche est estimé à 122 millions d'euros pour 2016, et que le reste des produits couverts par le marché équivaudrait à 7.000 euros.

Pour l'observatoire des ressources naturelles au Sahara occidental (WSRW), l'estimation du flux commercial du Sahara occidental vers l'UE «seulement 7000 euros» pour toute l'année de 2016 «défie l'entendement».

La chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a indiqué en septembre dernier en réponse à une question parlementaire qu'il était difficile pour l'UE de quantifier avec précision, la part du commerce en provenance du Sahara occidental occupé.

Ces tergiversations de la Commission européenne interviennent à un moment où le Maroc vient d'annoncer par la voix de son ministre de l'Agriculture, la mise en place d'une nouvelle zone agricole de 5.000 hectares dans la ville occupée de Dakhla, et ce au mépris du droit international et de l'arrêt de la CJUE qui avait statué que le Sahara occidental est un territoire «séparé et distinct» du Maroc.

FRANCE-SAHEL-MALI

La présence française au Sahel vise à contrôler les ressources et générer de nouveaux marchés

La présence française au Sahel vise, en autres, à contrôler les ressources des pays de la région et à générer de nouveaux marchés, a indiqué le chercheur Mathieu Rigouste.

Dans une analyse intitulée «Que fait l'armée française au Sahel?», le chercheur en sciences sociales a rappelé que la concurrence chinoise menace les intérêts énergétiques et commerciaux occidentaux en Afrique depuis le début des années 2000 et que le Sahel abrite de grandes réserves pétrolières ainsi que des gisements d'uranium et d'or.

L'auteur de l'analyse, publiée sur le site Orient XXI dirigé par le journaliste Alain Gresh, reprend, dans ce sens, les propos du chercheur Mahdi Tadjé de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire à Paris selon lesquels «la réalité géographique de cette zone permettrait à certains Etats, s'ils se positionnent économiquement et militairement, de mieux contrôler les richesses des Etats du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest pour mettre en évidence que les gisements d'uranium au Niger constituent l'un des facteurs principaux de l'engagement français au Sahel», soulignant qu'Areva, géant mondial du nucléaire détenu en grande partie par l'Etat français, «y profite d'un quasi-monopole sur l'extraction».

L'auteur de «L'ennemi intérieur. La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine» (La Découverte, 2009?), se base dans son analyse sur un rapport du Sénat de 2013, sur «La présence de la France dans une Afrique convoitée», qui appelait déjà à «assurer un accès sécurisé aux ressources énergétiques et minières». Pour Mathieu Rigouste, le Sahel est parallèlement ciblé comme un «tissu de marchés à développer», expliquant que la France veut optimiser «le taux de retour» sur investissements.

«Quarante mille entreprises françaises dont quatorze mul-



tinacionales sont présentes en Afrique.

Ces sociétés sont notamment favorisées par le placement de cadres auprès des pays sahéliens sous couvert d'«assistance technique», a-t-il indiqué, citant le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) qui a invité en janvier dernier ses adhérents à «cibler les villes africaines comme nouveaux pôles de dynamisme et d'innovation», notamment les marchés de «sécurité et de défense» qui occupent une place privilégiée dans cette région.

Des opérations militaires qui profitent aux industriels français

Sur le plan militaire, le chercheur considère que les opérations au Sahel «servent parallèlement de laboratoire et de vitrine pour les matériels et méthodes de l'armée française», notant que Serval (qui déploie 4000 soldats en 48 heures) puis Barkhane «ont été l'occasion de tester et de promouvoir les avions de chasse de Dassault et les missiles de la so-

ciété aéronautique MBDA».

Il précise, dans ce contexte, que l'armée française «teste aussi des techniques de combat comme le Groupement tactique interarmes (GTIA) à dominante aérienne combinant des commandos terrestres et des avions».

«De nouvelles capacités d'engagement sont mises à l'essai comme l'«appui feu tireur embarqué» avec des hélicoptères Puma et Caracal embarquant des commandos parachutistes équipés de nouveaux matériels de renseignements», a-t-il ajouté. Par ailleurs, il met en relief que les opérations militaires extérieures de la France profitent «clairement» aux industriels et participent «aux bénéfices et aux records à l'exportation du complexe des industriels français de l'armement, lequel réalise 20 milliards d'euros de commandes en 2016 et se place comme troisième exportateur d'armes mondial en 2017».

L'auteur de l'analyse soutient que par-delà le contrôle des frontières, «il s'agit de maintenir un ordre social, économique et politique profitable aux classes dominantes» dans la région, «alors que les mobilisations contre les régimes autoritaires et les troupes françaises au Sahel se multiplient», a-t-il expliqué.

Les Etats-Unis, présents dans la région avec Africom, appuie l'initiative française, en particulier avec des moyens aériens de reconnaissance, a-t-il indiqué rappelant qu'en avril dernier, le général James Mattis, secrétaire à la Défense, a encouragé publiquement la France à poursuivre ses opérations militaires au Sahel. «Bien que concurrents en matière d'influence et d'intérêts économiques en Afrique, Etats-Unis et France se rejoignent pour maintenir un écosystème qui leur est favorable», a-t-il estimé.

APS

CATALOGNE:

Le dialogue ne peut porter que sur l'indépendance

Le numéro deux du gouvernement catalan, Oriol Junqueras, a averti hier que l'offre de dialogue faite à Madrid ne pouvait porter que sur l'indépendance de la Catalogne.

L'offre de dialogue présentée au gouvernement espagnol "doit avoir comme référence la construction de la république et notre engagement à l'indépendance", a déclaré M. Junqueras lors d'un discours au siège du parti Gauche républicaine de Catalogne (ERC) dont il est le président.

"Il faut être clair que la meilleure manière de parvenir à la république et à l'indépendance est de parler avec tout le monde, au moins avec la communauté internationale.

Mais en même temps nous avons l'engagement sans équivoque et absolu de remplir le mandat du 1er octobre", a ajouté l'ancien député européen.

Les indépendantistes catalans s'appuient sur les résultats du référendum d'autodétermination interdit par la justice espagnole du 1er octobre, qu'ils affirment avoir remporté avec 90% des voix et 43% de participation, pour réclamer le divorce avec Madrid.

Le dirigeant de la région catalane Carles Puigdemont a unilatéralement déclaré l'indépendance de la République Catalogne mardi avant de suspendre aussitôt la déclaration pour permettre une



discussion avec Madrid.

M. Puigdemont, qui réclame une médiation internationale, n'a pas donné de détails sur d'éventuelles conditions de ce dialogue.

Le gouvernement espagnol du Premier ministre conservateur Mariano Rajoy a catégoriquement rejeté cette offre en appelant les séparatistes de revenir sur le chemin de "la légalité".

"Le gouvernement espagnol rejette chaque jour" la possibilité d'une médiation internationale a regretté M. Junqueras, qui n'a rien laissé filtrer sur la réponse que doit donner M. Puigdemont au gouvernement central d'ici lundi.

Madrid a posé un double ultimatum au président séparatiste, lui donnant jusqu'à lundi 10h00 (08h00 GMT) pour "clarifier" sa position sur l'indépendance.

Si M. Puigdemont persiste, le gouvernement lui accordera un délai supplémentaire jusqu'au jeudi 19 octobre à 10h00 pour faire machine arrière, avant de prendre le contrôle de la Catalogne comme le lui permet l'article 155 de la Constitution.

M. Junqueras s'est contenté d'appeler à "l'unité" du camp indépendantiste, alors que la frange la plus dure des séparatistes a mis ces derniers jours la pression sur M.

Puigdemont pour rompre sans ambiguïté avec Madrid.

"Cet unité est essentielle pour mener à bien la république", a déclaré M. Junqueras qui est visé par une enquête pour "désobéissance", "prévarication" et "malversation de deniers publics" après l'organisation du référendum du 1er octobre.

FRANCE-PALESTINE

La France qualifie l'accord Fatah-Hamas de nouvelle avancée vers la réconciliation interpalestinienne

La France a qualifié vendredi, la conclusion de l'accord entre le Fatah et le Hamas de nouvelle avancée vers la réconciliation inter-palestinienne.

«La France accueille avec intérêt la conclusion de l'accord entre les délégations du Fatah et du Hamas le 12 octobre au Caire», a déclaré Agnès Romatet-Espagne, porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères au cours du point de presse hebdomadaire, soulignant «qu'il constitue une nouvelle avancée vers la réconciliation inter-palestinienne, que la France appelle de ses vœux de longue date».

Pour elle, cet accord, salué par le président Abbas, «doit permettre à l'Autorité palestinienne d'exercer pleinement ses prérogatives dans la bande de Gaza, y compris dans le domaine de la sécurité».

Indispensable pour recréer un horizon politique, «la réconciliation inter-palestinienne est également urgente pour améliorer les conditions de vie de la population de Gaza, première victime du blocus, et assurer la sécurité du territoire et de ses frontières», a-t-elle conclu.

Le Hamas et le Fatah sont parvenus à un accord après deux jours de discussions menées à huis clos au Caire et censées concrétiser une réconciliation, un accord salué par le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres.

Le Hamas avait annoncé, en septembre dernier, qu'il était prêt à remettre le contrôle de la bande de Gaza au gouvernement de consensus national dirigé par le Premier ministre Ramî Hamdallah et s'est dit favorable à l'organisation d'élections législatives et présidentielles.

La bande de Gaza, est soumise depuis dix ans à un rigoureux blocus d'Israël, doublé d'une fermeture quasi permanente par l'Égypte de sa frontière depuis 2013.

RÉFORME DU CONSEIL DE SÉCURITÉ: Zeid apporte son soutien à l'initiative



Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a apporté hier son soutien à la proposition française de réforme du Conseil de sécurité visant à interdire l'usage du droit de veto en cas d'atrocités massives.

«Il y a une réforme qui me paraît intéressante: celle portée par la France», a déclaré M. Zeid, dans un entretien au journal suisse *La Tribune de Genève*.

«C'est un code de bonne conduite qui prévoit que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité n'usent pas de leur droit de veto lorsqu'il y a génocide ou crime contre l'humanité», a-t-il relevé.

L'ex-président français François Hollande a proposé en septembre 2013 un code de conduite visant à ce que les cinq membres permanents du Conseil (États-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni) renoncent à utiliser leur droit de veto lorsque le Conseil doit se prononcer sur des crimes de masse.

Le Haut-Commissaire de l'ONU souligne aussi que «le nombre de pays soutenant cette initiative augmente d'année en année». «Si cela aboutissait, ce serait une formidable avancée», conclut-il.

En raison de ce droit de veto, le Conseil de sécurité s'est retrouvé plusieurs fois paralysé, notamment dans sa gestion du conflit en Syrie.

Interrogé par *La Tribune de Genève* sur la crise syrienne, M. Zeid s'est dit inquiet face aux «démarches engagées pour faire couvrir les crimes commis en Syrie par une amnistie» car «je ne crois pas aux amnisties».

«Nous devons être vigilants et rester très combattifs», dit-il. «Nous constituons des dossiers pour qu'ultérieurement les cas recensés puissent être traités par la Cour pénale de justice internationale», détaille-t-il.

APS

BREXIT :

La majorité des Britanniques voterait contre, en cas d'un nouveau référendum

La majorité des Britanniques voterait contre la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) si un nouveau référendum est organisé, selon un dernier sondage réalisé par YouGov, publié hier.

Le sondage de YouGov a révélé que seulement 42% des personnes interrogées pensent que le brexit est un «bon choix», contre 47% qui pensent que c'est une «erreur».

C'est le plus grand écart en faveur du maintien britannique au sein de l'UE depuis le référendum du 23 juin 2016.

51,9% des électeurs ont voté pour le brexit lors du référendum.

Depuis, plusieurs sondages ont révélé que certains «regrettaient» ce choix.

Le dernier sondage qui a été réalisé avec 1.680 personnes, a également affirmé cette tendance, constatant que 86% de ceux qui ont voté pour le retrait pensent toujours qu'ils avaient pris la bonne décision, alors que 7% ont répondu qu'ils le regrettaient et 7% ont juste déclaré qu'ils ne savaient pas. Les femmes étaient plus nombreuses à penser que le brexit est un «mau-



vais choix» pour le Royaume-Uni, selon le sondage et 49% des femmes interrogées estiment que c'est une «erreur» que le pays s'apprête à quitter l'UE, contre 40% qui pensent que c'est une «bonne option».

Par ailleurs, le sondage a révélé que près de deux tiers des personnes interrogées pensent que les négociations entre Londres et Bruxelles, se déroulaient «mal».

Le sondage a été considéré par des cadres et députés travaillistes, cités par *The Guardian*, comme «un autre signe d'un revirement de l'opinion publique sur la question du brexit».

A noter, le parti travailliste est pour le retrait, par respect au résultat du référendum, mais se positionne contre un brexit dur et voudrait que le

Royaume-Uni se maintienne dans le marché unique européen.

Le leader du parti, Jeremy Corbyn, avait répondu dernièrement à une question sur son choix s'il devait y avoir un 2^e référendum, en affirmant qu'il voterait contre le brexit.

La première ministre, Theresa May, a par contre refusé de répondre à la même question, ce qui a été considéré par les partisans du brexit dur, comme «une hésitation» la rendant «inapte» à négocier un brexit doux «elle n'est pas convaincue».

Le dernier sondage est intervenu alors que les négociations entre Londres et Bruxelles sur le retrait britannique de l'UE, prévu en mars 2019, n'ont pas marqué des avancées significatives comme souhaité par les

deux parties. Le négociateur en chef de l'UE pour le brexit, Michel Barnier, avait averti cette semaine, alors que les discussions sont à leur 5^e semaine, sur l'impasse inquiétante du processus.

Londres veut négocier un accord commercial parallèlement aux conditions de sa sortie, alors que ses 27 partenaires européens insistent pour finaliser d'abord les modalités du divorce.

L'UE refuse également de discuter sur la période de transition que Londres a fixé à 2 ans avant que Londres s'engage à payer la facture de son retrait de l'Union.

Le sort des Européens vivant au Royaume-Uni ainsi que les frontières entre l'Irlande et l'Irlande du Nord, sont également des sujets qui bloquent les négociations.

AÉRONAUTIQUE Lancement et atterrissage réussis d'une fusée recyclée de SpaceX



La société américaine SpaceX a lancé mercredi une fusée qui avait déjà voyagé dans l'espace avant de la faire atterrir avec succès sur une plate-forme flottante dans l'océan atlantique, dans le cadre de son programme de recyclage de composants coûteux d'anciennes fusées.

La fusée Falcon 9 a décollé de Cap Canaveral en Floride, dans le sud-est des États-Unis, à 18h53 (22h53 GMT) par une soirée automnale dégagée.

Elle transportait un satellite EchoStar 105/SES-11, destiné à fournir une couverture pour les communications et la télévision en Amérique du Nord, à Hawaï, au Mexique et dans les Caraïbes.

Cette mission conjointe entre l'opérateur américain EchoStar et l'opérateur basé au Luxembourg SES a été retransmise en direct par SpaceX sur internet.

Environ 10 minutes après le lancement, le premier étage de la fusée est retourné sur Terre pour un atterrissage vertical contrôlé sur une plate-forme dans l'Atlantique.

«C'est notre 18e atterrissage réussi», s'est réjoui le commentateur.

En recyclant ses fusées, entre autres mesures d'économies, le patron de SpaceX Elon Musk espère rendre les voyages dans l'espace moins coûteux.

EUROPE-BAHREÏN L'opérateur européen Eutelsat rachète Noorsat (Bahrein) pour 75 millions de dollars

L'opérateur européen de satellites Eutelsat a annoncé vendredi avoir finalisé l'acquisition de Noorsat, un prestataire de services par satellite du Bahrein présent au Moyen-Orient et Afrique du Nord, pour 75 millions de dollars.

Noorsat, jusqu'ici filiale du groupe bahreïni Orbit Holding Group, était le principal distributeur de capacité des satellites d'Eutelsat dans la région avec plus de 300 chaînes de télévision diffusées.

Cette opération doit permettre de "continuer à renforcer notre position bien établie sur le marché dynamique de la vidéo au Moyen-Orient", s'est félicité le directeur commercial et du développement d'Eutelsat, Michel Azibert, cité dans le communiqué.

Il s'agit par ailleurs pour le groupe de "rationaliser la distribution à des positions orbitales phares choisies où une telle approche est susceptible de créer de la valeur", précise également le groupe dans son communiqué.

Eutelsat anticipe une hausse de son chiffre d'affaires consolidé "d'au moins 15 millions de dollars sur une base annuelle après élimination de la capacité louée par Noorsat".

Le groupe européen a publié fin juillet un chiffre d'affaires de 1,48 milliard d'euros, en repli de 3,3%, sur son exercice décalé 2016-2017.

ÉTATS-UNIS Bientôt des voitures autonomes sans assistant humain testées en Californie

Les autorités californiennes ont dévoilé mercredi une nouvelle réglementation qui autorisera les tests de voitures autonomes sur les routes de l'Etat sans exiger de conducteur à bord.

Cette nouvelle réglementation, qui pourrait entrer en vigueur en 2018, éliminerait l'actuelle disposition qui exige dans toute voiture autonome un «contrôle physique par une personne physique assise sur le siège conducteur du véhicule».

La nouvelle réglementation stipule uniquement qu'il est nécessaire de «superviser la technologie autonome» de toute voiture sans chauffeur.

Le Département des véhicules à moteur (DMV) de Californie a assuré dans un communiqué que ce changement visait à supprimer une exigence qui «pourrait limiter inutilement le développement de la technologie», offrant la possibilité de surveiller le véhicule à distance.

Un nombre de plus en plus important d'entreprises technologiques et de constructeurs automobiles teste des véhicules autonomes, encouragé par les nouvelles directives du gouvernement américain visant à propulser cette technologie censée améliorer la sécurité routière.

Plusieurs entreprises testent déjà des voitures autonomes et certaines promettent une commercialisation dans trois ans.

«Nous sommes ravis de franchir une nouvelle étape dans le développement de cette technologie», s'est félicité le secrétaire aux Transports de Californie



Brian Kelly dans un communiqué. La directrice du DMV de l'Etat, Jean Shiomoto, a précisé que 42 entreprises disposaient de permis les autorisant à tester des voitures autonomes en Californie.

Le DMV «se réjouit de voir ces entreprises et d'autres faire progresser la technologie en vertu de cette nouvelle réglementation», a-t-elle souligné.

Mais John Simpson, directeur de l'association de défense des consommateurs Consumer Watchdog, a regretté cette réglementation à venir.

Elle va permettre aux entreprises de technologies et aux constructeurs de «faire ce qu'ils veulent», a-t-il estimé.

«Ils utilisent nos routes comme des laboratoires privés et menacent la sécurité routière», a-t-il regretté.

Le DMV a assuré que tout véhicule autonome devait répondre aux normes de sécurité fédérales.

Mais M. Simpson a estimé qu'en l'absence de réglementation fédérale stricte s'appliquant spécifiquement aux voitures autonomes, «il est impératif que la Californie continue à nous protéger».

Mi-septembre, l'administration de Donald Trump a publié une nouvelle réglementation sur les voitures autonomes autorisant plus de tests sur les routes, estimant que cette technologie pouvait réduire les accidents.

CYBERCRIMINALITÉ L'ONU aidera le Kenya à élaborer des lois

L'agence spécialisée des Nations unies sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) a déclaré jeudi qu'elle fournissait un soutien technique au Kenya pour l'aider à élaborer des lois sur la cybercriminalité.

Ida Jallow, chargée de programme au Bureau régional Afrique de l'Union internationale des télécommunications (UIT), a affirmé à Nairobi que les projets de loi sur la cybercriminalité et la protection des données sont actuellement soumis au parlement kenyan pour débat.

«Une fois en vigueur, les lois aideront à combattre la menace croissante de la cybercriminalité qui pourrait éroder les gains réalisés par le Kenya dans le secteur des TIC», a déclaré Mme Jallow lors de l'élaboration de la Stratégie nationale de pro-



tection de l'enfance en ligne au Kenya.

L'agence onusienne a déjà aidé la Tanzanie à élaborer des lois sur la cybercriminalité et les transactions électroniques.

Mme Jallow a souligné que le Kenya a besoin de lois sur la cybercriminalité en raison de l'utilisation accrue des TIC dans tous les secteurs de

la société. L'UIT forme actuellement le pouvoir judiciaire sur les lois sur les TIC car la plupart des officiers de justice ne sont pas familiarisés avec les crimes cybernautiques émergents, y compris les lois sur la protection des enfants en ligne.

Mme Jallow a expliqué que les lois sur la cybercriminalité sont critiquées en raison

de la nature transnationale de la menace, où les auteurs sont normalement dans des pays différents de ceux des victimes. Les lois contiennent normalement des dispositions pour encourager la coopération entre les pays, a-t-elle ajouté. Sammy Itemere, Secrétaire principal au Ministère des TIC, a déclaré que la sécurité en ligne pour les enfants reste une préoccupation essentielle pour le gouvernement kenyan. «Nous reconnaissons tous que l'invention des ordinateurs et des plateformes Internet est l'une des innovations les plus révolutionnaires de l'histoire de l'humanité qui ont transformé la société humaine. Ce développement a créé une avenue où nos enfants risquent d'être exposés à des contenus inappropriés», a-t-il fait savoir.

SCIENCE Les scientifiques dévoilent la première étude pangénomique d'un individu de 40.000 ans en Chine

Des scientifiques chinois et étrangers ont dévoilé leurs découvertes à la suite de la première étude pangénomique d'un individu ayant vécu il y a 40.000 ans dans la caverne de Tianyuan, près de Pékin.

Cette étude, menée conjointement par des chercheurs de l'Institut de paléontologie des vertébrés et de paléanthropologie de l'Académie des sciences de Chine et d'autres équipes dont l'Institut Max Planck d'anthropologie évolutionniste, en Allemagne, a été publiée jeudi dans le journal Current Biology. Les scientifiques ont généré des données pangénomiques à partir de l'individu de Tianyuan pour étudier sa

relation avec les hommes anciens et actuels.

Ils ont découvert qu'il était plus étroitement lié aux Asiatiques anciens et d'aujourd'hui qu'aux Européens, selon l'article intitulé "L'individu ancien de 40.000 ans de l'Asie fournit des renseignements sur la structure des populations précoces en Eurasie".

Néanmoins, ils ont découvert que la population à laquelle appartenait l'individu de Tianyuan n'était l'ancêtre direct d'aucun groupe actuel en Asie de l'Est ou en Asie du Sud-Est, mais plutôt une population ayant divergé de celle ayant directement donné les Asiatiques de l'Est et du Sud-Est actuels. Cette étude



met en lumière la migration et la subdivision complexes des populations humaines précoces en Eurasie.

MOSTAGANEM : L'ancienne école régionale des beaux-arts destinée à abriter une maison des artistes

Les anciens locaux de l'école régionale des beaux-arts de Mostaganem pourraient abriter une maison des artistes et une proposition a été faite dans ce sens, a-t-on appris de la direction de wilaya de la Culture.

Le responsable du secteur, Abdelali Koudid, a confirmé à l'APS que le dossier des anciens locaux de cette école est actuellement au stade de l'étude et de réflexion sur le devenir de cette infrastructure.

«L'idée première est de transformer cette infrastructure en maison des artistes et non en lieu de résidence ou d'hôtel.

Cette future maison des artistes sera un espace devant regrouper des ateliers, des espaces d'exposition et un musée qui accueillera en permanence ou périodiquement des artistes et des artisans», a-t-il expliqué. Abdelali Koudid a ajouté que cette future infrastructure abritera également un musée rassemblant des œuvres de pionniers algériens dans les arts plastiques à l'exemple de Mohamed Khedda, natif de Mostaganem, dont certains tableaux sont détenus par la direction de la Culture.

Le même responsable a indiqué que cette idée a commencé à prendre forme. Les autorités locales, tout en appuyant cette proposition, restent ouvertes à toutes idées et visions concernant cette bâtisse qui se caractérise par son architecture particulière et représente un legs culturel à la fois arabe, ottoman et andalou.

Abdelali Koudid a rappelé que ces anciens locaux ne se trouvent pas dans un «état d'abandon» mais abritent périodiquement diverses manifestations dont les activités du club littéraire des femmes mostaganémoises.

Ces anciens locaux, accueillant continuellement des visiteurs, peuvent abriter des manifestations culturelles et artistiques.

«Toutefois, des travaux de rénovation et d'entretien doivent être entrepris. Des démarches



sont menées dans ce sens au niveau local et central pour dégager les moyens financiers nécessaires», a-t-il ajouté.

Des artistes, hommes de culture et universitaires de la wilaya de Mostaganem, avaient soulevé à maintes occasions le devenir de cette bâtisse et la nécessité de la préserver. C'est le cas de l'universitaire Saïd Debladji, qui a souligné à l'APS, la nécessité de classer cette infrastructure comme monument historique et artistique et définir sa fonction et sa vocation en tant que musée ou centre des arts avec une résidence d'artistes.

Une architecture particulière

Pour lui, l'ancienne école régionale des beaux-arts est un «véritable bijou» alliant les styles architecturaux local et arabomusulman avec le style européen.

Saïd Debladji a annoncé qu'une journée portes ouvertes sur cette bâtisse sera organisée prochainement à l'initiative d'enseignants, d'artistes et des étudiants de l'école régionale des beaux-arts de Mostaganem, en collaboration avec l'université Abdelhamid Benbadis pour faire connaître l'importance des lieux et leur contribution dans l'émer-

gence de nombreux artistes peintres locaux. De son côté, l'architecte Zineb Bendriss, spécialisée dans la préservation du patrimoine, a qualifié ces anciens locaux de «site-témoin» d'une architecture dit néo-mauresque, très peu répandue puisque seuls trois sites ont été construits avec ce style : la grande poste d'Alger, la gare ferroviaire d'Oran et l'ancienne école des beaux-arts de Mostaganem. Cette architecte a cependant mis en garde contre les risques d'effondrement de certains plafonds et piliers du fait de l'infiltration des eaux. «Les deux prochains hivers risquent d'endommager sérieusement la construction si les travaux de confortement ne sont pas entrepris», a-t-elle prévenu.

L'ancienne école régionale des beaux-arts de Mostaganem, construite en 1906, a d'abord servi d'habitation à une famille algérienne de la ville, avant d'être transformée en clinique puis en siège de l'école des beaux arts de 1987 à 2013.

L'établissement, relevant du ministère de la Culture, a emménagé ensuite dans ses nouveaux locaux, réalisés au site Les Salamandres.

M'SILA :

Atelier de reproduction des tableaux du peintre Etienne Dinet à Aïn El Melh



Des artistes plasticiens de la région de Boussaâda ont participé hier à Aïn El Melh, dans la wilaya de M'sila, à un atelier de reproduction des tableaux du plasticien orientaliste Etienne Dinet.

Cet atelier, intitulé «l'héritage du papillon», en référence à la raison de la venue du peintre Etienne Dinet à Boussaâda en 1884, à la recherche d'un papillon rare au Sud de l'Algérie, a été initié par la direction de la Culture de la wilaya, dans le cadre d'une activité de volontariat culturelle, écologique, sociale et sportive, organisée dans la daïra de Aïn El Melh, située à plus de 150 km au sud-ouest de M'sila.

Des œuvres comme «Esclave d'amour et Lumière des yeux», «Une fille de Boussaâda», «Le Printemps des cœurs», «L'air était embrasé» et «Ouled Naïl», constituent le sujet de cet atelier, a détaillé le directeur de la Culture, Rabah Drif, soulignant que c'est la première fois que le public accompagnera les artistes le long du processus de reproduction des tableaux.

Il a ajouté que l'atelier, en live, permettra à la population de la ville d'Aïn El Melh d'accéder aux coulisses de la créativité artistique et de se familiariser avec les différentes étapes précédant la présentation d'une œuvre d'art finalisée.

Le musée national Etienne-Dinet de Boussaâda a restitué, au début de l'an 2000, onze toiles signées par ce peintre orientaliste qui étaient exposées dans le musée public national du Bardo, à Alger et celui de Cirta à Constantine, a-t-on noté.

Peintre orientaliste français, Alphonse-Etienne Dinet, devenu Nasreddine Dinet après sa conversion à l'islam, est né le 28 mars 1861 à Paris (France) et décéda le 24 décembre 1929 dans la même ville.

Etienne Dinet fait son premier voyage dans le Sud algérien, en 1884, avec une équipe de savants entomologistes, dans la région de Boussaâda, suivi l'année suivante par un second voyage qui l'a conduit à Laghouat et dans la région du M'zab, avant de s'installer définitivement à Boussaâda en 1905.

Il a parcouru le désert et s'est familiarisé avec les tribus nomades et berbères qu'il reflétait à travers ses œuvres artistiques.

Le musée national de Boussaâda a été créé et dédié à sa mémoire et à son œuvre en 1993.

CINÉMA

«Le voyage de Keltoum» de Anis Djâad primé à Dakar

Le court métrage de fiction «Le voyage de Keltoum» dernière œuvre du cinéaste Anis Djâad a reçu mercredi à Dakar (Sénégal) le Prix du meilleur court métrage de fiction au 17e Festival du cinéma «Image et vie» qui s'est achevé mercredi, annoncent les organisateurs.

Le Prix du meilleur documentaire a été décerné au réalisateur sénégalais Kady Diédhiou pour son œuvre «Songho».

Sorti en 2016, «Le voyage de Keltoum» est la troisième œuvre du réalisateur après la sortie en 2014 de «Passage à niveau», doublement primé au Festival du court métrage Maghrébin à Oujda (Maroc), et en 2012 de «Le hublot» également primé aux dernières Jca (Journées cinématographiques d'Alger).

«Le voyage de Keltoum» avait reçu le Prix du meilleur rôle féminin du 6e Festival maghrébin du film d'Oujda, une distinction revenue à l'actrice franco-libanaise Soraya Baghdadia.

APS

FESTIVAL

«Chahine, l'Algérie et le cinéma» de Salim Aggar récompensé au festival d'Alexandrie

Le documentaire «Chahine, l'Algérie et le cinéma» du journaliste et cinéaste algérien Salim Aggar a obtenu le prix «Nekhla Edahabiya» attribué par les associations arabes du cinéma au 33e du Festival international des pays méditerranéens d'Alexandrie, qui s'est déroulé du 7 au 12 octobre sous le thème «Le cinéma et l'immigration illégale».

Le documentaire évoque de la relation du réalisateur égyptien Youssef Chahine avec l'Algérie, sa rencontre avec le metteur en scène algérien Ahmed Rachedi, qui lui a permis de coproduire deux films avec l'Algérie «Le moineau» (1972) et «Le retour de l'enfant prodige» (1976), mais aussi à travers la réalisation du film «Gamila l'Algérienne» (1958), film dédié à la femme combattante durant la



Révolution algérienne. «Chahine, l'Algérie et le cinéma» est la deuxième récompense décernée à ce documentaire, après la mention spéciale du jury décrochée lors du 10e Festival du film arabe d'Oran (25-31 juillet 2017).

Salim Aggar a réalisé trois documentaires, «Ca tourne à Alger» (2007), «Paroles d'un prisonnier français de l'ALN» (2010) et «Le Moudjahid de la Plume» (2013).

Il termine son cinquième documentaire sur le film «La Bataille d'Alger», 50 ans après sa

sortie dans les salles, produit par l'EPTV et dont la sortie est prévu pour le 1er novembre»prochain.

Le Festival d'Alexandrie a attribué le Prix El Qods au film français «L'étoile du jour», le prix «Faten Hamama» du meilleur rôle féminin à l'actrice tunisienne Hind Sabri pour son interprétation dans le film «Fleur d'Alep» tandis que le Prix «Omar Sharif» du meilleur acteur est revenu au syrien Mohamed Al Ahmed pour son rôle dans le film «Un homme et trois

journées». 84 films représentant 25 pays ont été projetés lors de l'édition de cette année et 16 ont participé au concours long-métrage.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par un hommage à plusieurs figures du cinéma arabe et mondial en signe de reconnaissance à leur contribution au développement du cinéma africain et arabe.

Lancé en 1979, le Festival d'Alexandrie est considéré comme l'une des plus importantes manifestations dédiées au cinéma en Egypte.

Il est organisé par l'Association des écrivains et critiques de films égyptiens qui œuvre à promouvoir la culture cinématographique et à renforcer le partenariat entre les cinéastes du monde entier, tout en accordant une attention particulière aux pays méditerranéens.

Programme de la soirée

TF1 19:55
Une heure de tranquillité
 Réalisateur : Patrice Leconte
 Avec : Christian Clavier, Carole Bouquet
 Date de sortie : 31 décembre 2014



Un samedi matin, par hasard, Michel Leproux, dentiste et passionné de jazz, déniché un album rare qu'il cherchait depuis toujours. Ravi de sa découverte, il s'empresse de rentrer chez lui pour l'écouter. Mais, alors qu'il veut l'écouter tranquillement dans son salon, Michel est constamment dérangé, par sa femme, son fils, le voisin et sa maîtresse. Michel est prêt à tout pour disposer d'une petite heure de tranquillité.

france 2 19:55
L'homme qu'on aimait trop
 RÉALISATEUR : ANDRÉ TÉCHINÉ
 AVEC : CATHERINE DENEUVE, GUILLAUME CANET
 DATE DE SORTIE : 16 JUILLET 2014



A Nice, en 1976, Agnès Le Roux tombe amoureuse de Maurice Agnelet, l'homme de confiance de sa mère Renée, propriétaire du casino Le Palais de la Méditerranée. Cet avocat la met en relation avec un concurrent de sa mère. Manipulée par Maurice, Agnès veut sa part de l'héritage et accepte la proposition de 3 millions de francs d'un mafieux local. En échange, elle doit voter contre sa mère au prochain conseil d'administration.

france 3 19:55
Les enquêtes de Murdoch
 Réalisateur : Leslie Hope
 Avec : Yannick Bisson, Helene Joy



Murdoch et Julia enquêtent sur la mort d'une femme, Muriel Bruce, tuée dans une explosion. Grâce à un anneau gravé du mot « aphrodite » porté par la victime, Murdoch se rend, accompagné de Watts, au domaine abandonné de Rosedale. Ils ont alors la surprise de découvrir une communauté de femmes vivant ici sous le pseudonyme de déesses grecques. Watts est sidéré de trouver sa sœur qu'il pensait disparue. Mais ces dames refusent tout contact avec l'extérieur et encore moins de collaborer avec des hommes.

CANAL+ 20:00
Football / Ligue 1 Conforama
 STRASBOURG / MARSEILLE



Pour son retour en Ligue 1 après neuf ans d'absence, le Racing Club de Strasbourg connaît un début de saison difficile. Au soir de la huitième journée, les coéquipiers de Nuno Da Costa pointaient à l'avant-dernière place avec une seule victoire et déjà cinq défaites au compteur. Si les Alsaciens font preuve d'abnégation et de bonne volonté sur le terrain, ils restent pénalisés par leur manque criant de réalisme défensif et offensif. La réception des Marseillais peut servir de défilé aux joueurs de Thierry Laurey qui évolueront dans un stade de La Meinau chaud bouillant. De leur côté, Dimitri Payet et les Phocéens viennent chercher trois points pour rester au contact des équipes du haut du classement.

6 20:00
Capital
 MAGAZINE DE L'ÉCONOMIE - 195 épisodes



« Soins dentaires : pourquoi est-ce si cher ? ». Mal pris en charge par le régime général, les remboursements des couronnes et des prothèses n'incitent pas les Français à se faire soigner. Pour répondre à la demande, des centres dentaires low cost ont vu le jour • « Mais où sont passés les médecins ? ». Pour éviter les déserts médicaux, certains maires de province déroulent le tapis rouge à ceux qui viendront ouvrir un cabinet dans leur ville • « Hôpital contre clinique : le match ». Depuis quelques années, les méthodes du secteur privé font leur entrée dans l'hôpital public • « Ces riches étrangers qui se font soigner en France ». De nombreuses agences proposent aux touristes de bénéficier de soins dans l'Hexagone.

Jeux

Samourai-Sudoku n°1695

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

3		8		4	7						
4			3	6							
	7	9		1							
		6			8						
2	4				6	3					
		3			7						
			5	7	9						
		1	2			8					9
5	9		6			1	6	9	2	5	4

3			1			9	2				
1			9		5						
	8	6	3								
		4			9						
2	5					8	7				
			3			6					
					2		9	7			
						1	8				9
9	2					5					4

			8	4							
			2			1					
			3	6							

7			2		1	3		4		2		4		1	9
3			4	7						8		6		3	
	6	3	7						1	8		5			
		8			3					2			7		
9	4					5	2			6	7			8	1
		6			1					3			4		
			2	3	7					1	9	7			
		5		6						8	7				3
6	2		9							7	6		8		2



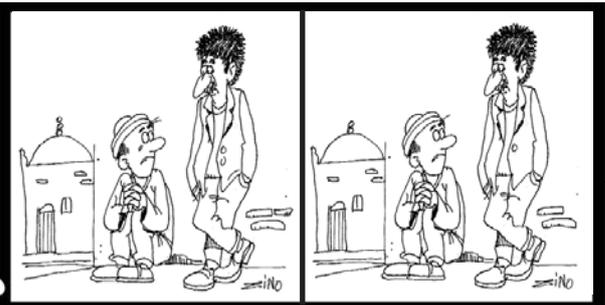
“La société de masse ne veut pas la culture mais les loisirs.”

* Hannah Arendt

Mots croisés n°1695

- Verticalement :**
1. Infralittéraire
 2. Imposés
 3. Langue thaïe - Affluent de la Loire
 4. Ch.-L. de canton de la Charente-Maritime - Homme politique chinois - Mammifère
 5. Empêches de tomber - Mollusque bi-valve marin
 6. Préfixe - Extrémité septentrionale du Tchad
- Horizontalement :**
1. Appareil pour mesurer le rayonnement solaire
 2. Torrent des Alpes du Sud - Auge de maçon
 3. Recroqueviller - Dévêtus
 4. Mesure chinoise - Hockey sur glace adapté à la pratique féminine
 5. Qui est en feu (fém.) - Article espagnol
 6. Mois - Race bovine
 7. Éléments d'un test - Cale en forme de V
 8. Étoile qui, augmentant brusquement d'éclat, semble constituer une étoile nouvelle - Pilier cornier - Magnésium
 9. Commune de Suisse - Progrès
 10. Colère - Ch.-L. de canton de l'Ain
 11. Note - Epreuve de l'attrance pour quelqu'un (fém.)
 12. Pièce supportant le poids d'un véhicule - Ville d'Allemagne

Terreurs



CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS CHAMPIONS DE CYCLISME À BISKRA : Le GS Pétroliers domine l'épreuve du contre-la-montre

Le club cycliste du groupement sportif des pétroliers (GSP) a dominé, vendredi, à Biskra, l'épreuve du contre-la-montre (par équipes) du championnat arabe des clubs champions de cyclisme, en remportant la course en 1h 6mn 53".

Le GS Pétroliers, vainqueur de cette épreuve, compte parmi ses rangs, 4 cyclistes à savoir, Azzeddine Laâkab, Abdellah Benyoucef, Abderrahmane Mehdi Hamza et Yacine Hamza.

La seconde place du classement a été décrochée par le club Emirati Ennasr qui a parcouru le circuit en 1h 9mn 7", suivi en troisième position par le club de la Banque tunisienne de l'habitat, lequel a terminé la course en 1h 10mn 13".

Sur une distance de 53,6km, avec comme point de départ et d'arrivée la Place de la Liberté, au centre-ville de Biskra, en passant par la commune d'El Outaya, cette épreuve sportive s'est déroulée dans des conditions climatiques et organisationnelles adéquates, a-t-on constaté.

Pas moins de 85 cyclistes ont participé à cette compétition cycliste, représentant 7 pays arabes à savoir, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, les Emirats arabes unis, l'Irak et l'Algérie, pays hôtes.

Le programme de la compétition comporte, outre le contre la montre par équipes qui a eu lieu ce vendredi, une autre course contre la montre, mais en individuel, prévue samedi, alors que l'épreuve sur route aura lieu lundi prochain, en clôture de la compétition.

Ce championnat arabe de cyclisme est organisé en collaboration avec l'union arabe de cyclisme et la fédération algérienne de cyclisme en coordination avec la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya de Biskra.

Le coup d'envoi de cette compétition sportive a été donné par le wali de Biskra, Ahmed Karoum, en présence du secrétaire général de l'union arabe de cyclisme, Ismail El Hassani, représentant le président de ladite union, le cheikh Fayçal Benhamid El Kacimi ainsi que le président de la fédération algérienne de cyclisme, Mabrouk Kerboua.

INFRASTRUCTURES

Terrain de sports de proximité, opération de réhabilitation en cours à Médéa

Une opération de réhabilitation de terrains de sports de proximité, dont l'état s'est fortement détérioré, faute d'entretien, a été engagée récemment par la direction de la jeunesse et des sports (Djs) de Médéa, en vue d'éviter la dégradation totale de ces terrains et offrir aux jeunes des espaces dédiés à la pratique de sports collectifs, a appris, jeudi, l'APS auprès du directeur de cette structure.

Dix terrains de sport de proximité (TSP), localisés au niveau du chef-lieu de wilaya, ont été retenus pour faire l'objet de travaux de réhabilitation, a indiqué Kamel Kainou, soulignant que parmi ce lot de structures sportives ciblées par cette opération, trois sites ont été déjà réhabilités et mis à la disposition des jeunes des quartiers.

Il s'agit, a-t-il ajouté, des terrains de sport de proximité des quartiers de Msallah, Bati et Beziouche, alors qu'un nombre similaire de terrains, localisés au niveau des quartiers les acacias, Ain-Larais et l'agglomération semi-urbaine de Guezagza, feront prochainement l'objet de travaux de réhabilitation, a-t-il signalé.

L'opération de réhabilitation est prise en charge par le fonds commun des collectivités locales (FccL), a assuré Kamel Kainou, qui fait état, en outre, du lancement incessant d'une autre opération de réhabilitation qui concernerait quatre terrains de proximité.

Financée sur budget communal, l'opération de réhabilitation sera menée à travers les quartiers de Bouziane, Benkerroubi, Thiet-el-Hdjar et Merdj-Chkir, a-t-il indiqué, précisant que les sites choisis sont situés au sein de zones à forte concentration d'habitants et offre, donc, l'opportunité aux jeunes de pratiquer leur sport favoris et encourager l'éclosion de jeunes talents.

APS

CHAMPIONNAT NATIONAL OPEN DE TENNIS DE TABLE (JEUNES CATÉGORIES) : Près de 260 sportifs présents à Aïn Defla

Au total, 258 sportifs (filles et garçons) venus de 13 wilaya prennent part au championnat national open de tennis de table pour jeunes dont le coup d'envoi a été donné vendredi à la salle omnisports de Aïn Defla.

Organisée conjointement par la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de Aïn Defla et la ligue locale de tennis de table sous l'égide de la Fédération algérienne de la discipline, cette compétition de deux jours, réservée aux benjamins, minimes, cadets et juniors, a drainé un nombre public composé essentiellement de jeunes avides d'en savoir plus sur ce sport.

Pour le vice-président de la Fédération algérienne de Tennis de table, Abdelhamid Ouadah, l'objectif principal de cette compétition consiste à voir de plus près certains éléments au talent avéré dans la perspective d'en faire bénéficier la sélection nationale à court terme.

Il a précisé que la restructuration de l'équipe nationale de tennis de table entamée récemment ne peut porter ses fruits si les meilleurs éléments (toutes catégories confondues) n'y



font pas partie, notant que la désignation récente d'un jeune nouveau directeur technique national (DTN) contribuera, à coup sûr, à dynamiser d'avantage cette discipline.

Tout en se félicitant des conditions dans lesquelles se déroule le championnat, il a observé que ce dernier coïncide avec l'ouverture

de la saison inhérente au tennis de table, émettant le souhait de voir la compétition caractérisée par un haut niveau technique.

Le président de la ligue locale de tennis de table, Aïlam Toufik, également membre du bureau fédéral, a pour sa part soutenu que l'organisation de cette compétition à Aïn Defla

ne pourra qu'insuffler une dynamique nouvelle à cette discipline dans cette région notamment au sein de la frange juvénile.

La première journée de cette manifestation sportive a été consacrée aux épreuves préliminaires au moment où la journée de samedi sera réservée aux finales.

VOLLEY-BALL :

L'assemblée extraordinaire de l'AFVB le 19 octobre à Alger

La Fédération algérienne de volleyball tiendra une assemblée générale extraordinaire, le 19 octobre courant, à l'adresse de l'instance fédérale sur son site officiel.

Plusieurs points sont à l'ordre du jour de cette assemblée générale qui débutera à 14h00, à l'hôtel Menasria de Ain Benian (Alger). Il s'agit de l'amendement et l'adop-

tion des textes réglementaires des statuts, règlement intérieur, règlements généraux et le système de compétition chez les seniors "messieurs et dames".

TISSEMSILT :

Coup d'envoi du 3^e tournoi national du vélo amateur en montagne

Le coup d'envoi de la 3^{ème} édition du tournoi national, du vélo amateur (VTT) en montagne, marche et camping a été donné vendredi au parc national de Théniet El Had, "El Madad", a constaté l'APS, sur place.

Placé sous le slogan le dernier Léopard, ce tournoi, organisé, à l'initiative, du complexe sportif de proximité du village Amrouna, relevant de la commune de Théniet el Had en collaboration avec le club amateur sportif de l'association Théniet El Had et la direction de la jeunesse et des sports, a vu la participation de plus de 300 jeunes appartenant aux clubs amateurs de la marche et de VTT de montagne, en provenance de 17 wilayas du pays.

La première journée de cette manifestation a été marquée par un parcours hors compétition de clubs sportifs de vélo amateur de montagne participant à l'intérieur de la forêt, entre montées et descentes, sur un itinéraire de 20 kilomètres depuis le début de ce parc naturel et ce, au milieu d'un public nombreux.

Le programme de ce tournoi de deux jours de sport en pleine nature, prévoit l'organisation d'une randonnée touristique, une marche à pied, sur un parcours d'environ 10 kilomètres, à l'intérieur du parc national de cèdres El Madad, et ce, pour permettre aux visiteurs, un plaisir garanti, avec la découverte de paysages naturels de rêve dont recèle cette

forêt dense, outre découverte de la région.

Il est prévu, à l'occasion, la tenue d'un camping au niveau de la zone El Harhara, sur les hauteurs de la forêt El Madad où il sera organisé, au profit des jeunes parmi les visiteurs, des activités de détente, culturelles et artistiques, qui seront animées par des troupes de Théniet El Had, selon les organisateurs.

Cette manifestation dédiée à la promotion et au développement touristique et des sports de montagne au niveau du parc national des cèdres de

Théniet El had, se veut une opportunité de plus pour faire connaître la forêt El Madad, en raison de ses multiples atouts touristiques, à l'instar de l'attrayante zone El Harhara. Entre autres objectifs de ce tournoi, est de faire connaître la faune avec ses différentes espèces animales qu'abrite la forêt El Madad dont notamment le Léopard qui vivait dans cet espace naturel durant les années 30 et qui a disparu complètement en 1940, selon le directeur du complexe sportif de proximité du village Amrouna, Henni Zaït.

BASKET-BALL / CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS (DAMES) :

Homenetmen (Liban) et le CS Sfaxien (Tunisie) passent en finale

Les joueuses de Homenetmen du Liban et le CS Sfaxien de Tunisie se sont qualifiés pour la finale du Championnat arabe des clubs champions, en s'imposant respectivement devant le Club olympique d'Égypte (96-67) et Chabab Al Fahys de Jordanie (70-67), vendredi à Beyrouth.

La finale et le match de classement pour les 3^e-4^e places de cette 19^e édition sont prévus samedi. Le représentant algérien dans cette compétition, Hussein-Dey Marines, n'a pas réussi à se qualifier au dernier carré, en concédant quatre défaites respectivement face aux Égyptiennes du Club olympique (73-80), les Tunisiennes du CS Sfaxien (48-72), les Jordaniennes de Chabab Al Fahys (73-80) et les Libanaises de Homenetmen (52-75).

Le tenant du titre, le GS Pétroliers (Algérie), a préféré faire l'impasse sur cette édition à cause du retard dans la préparation.

ESCRIME/COUPE DU MONDE DE SABRE SENIORS MESSIEURS : La 1^{ère} étape du 3 au 5 novembre prochain à Alger

L'Algérie accueillera la 1^{ère} étape de la Coupe du Monde de sabre seniors messieurs entre le 3 et le 5 novembre à la salle Harcha-Hacène (Alger), a appris jeudi l'APS auprès du président de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Abderaouf Salim Bernaoui. Vingt cinq (25) pays ont confirmé leur participation au rendez-vous d'Alger, notamment la Russie, la Hongrie la France et les Etats-Unis.

Le double champion olympique hongrois Aron Szilagyi sacré à Londres 2012 et à Rio 2016 sera présent à Alger, a annoncé le président de la FAE. L'Algérie participera à cette étape de Coupe du Monde avec quatre sabreurs : Akram Bounabi, Anis Mairi, Hamza Kasdi et Zinnedine Heroui.

« Nos athlètes concernés par cette compétition se préparent d'une manière continue à raison de 25 à 30 heures d'entraînements par semaine. C'est les normes du haut niveau, explique-t-il. Bernaoui qui a assisté à l'ouverture officielle de la saison sportive scolaire 2017-2018 au Lycée sportif national de Draria (Alger) à l'instar d'autres présidents de fédérations sportives a souligné le rôle important du Lycée sportif national, appelant ses responsables à faire encore des efforts en matière d'infrastructures spécialisées. « C'est bien ce qui est en train de se faire au niveau du lycée, mais pour l'escrime l'absence d'une salle spécialisée empêche l'application d'un programme de préparation complet », déplore le patron de la FAE.

CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS CHAMPIONS DE CYCLISME : Plus de 80 coureurs attendus vendredi à Biskra

Quatre-vingt-cinq (85) coureurs cyclistes prennent part depuis vendredi à Biskra, à la 6^{ème} édition du championnat arabe des clubs champions de cyclisme, a affirmé jeudi, à l'APS, le responsable du service des sports à la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS), Ahmed Yahiaoui. Le programme de la compétition prévoit un contre-la-montre en individuel et un autre par équipes, ainsi qu'une épreuve sur route avec un (1) jour de repos, selon la même source. A cette occasion, plusieurs pays arabes seront représentés, à l'instar de la Tunisie, la Libye l'Egypte ou encore les Emirats arabes unis, a-t-il ajouté, assurant que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réussite de cet événement sportif. Se déroulant sur quatre jours, cette compétition est organisée par l'Union arabe de cyclisme, et la fédération algérienne de cyclisme, en coordination avec la DJS de Biskra.

AÏN DEFLA : 150 cavaliers au 1^{er} concours national de saut d'obstacles

Quelque 150 cavaliers (filles et garçons) venus de 9 wilayas prennent part au 1^{er} concours national de saut d'obstacles, ouvert jeudi au centre équestre Cheikh-Bouâmama d'Aïn Defla. Organisée conjointement par la direction de la jeunesse et des sports (DJS) d'Aïn Defla et l'association locale d'équitation Tadjé sous l'égide de la Fédération équestre algérienne, cette compétition de trois jours consacrée aux chevaux âgés entre 4 et 5 ans constitue une opportunité pour affûter la préparation de base des cavaliers, selon les organisateurs de la compétition. Tout en se réjouissant que la Fédération équestre algérienne ait jeté son dévolu sur Aïn Defla pour abriter cette compétition, le président de l'association Tadjé, Kouache Kheireddine, a estimé que ce concours permettra de relever les niveaux technique et d'endurance des athlètes qui y prennent part. Il a précisé qu'un grand prix consacré aux cadets, juniors et seniors se déroulera le 19 octobre prochain au centre équestre d'Aïn Defla, faisant remarquer que les épreuves y afférentes sont préparatoires à la finale du championnat d'Algérie qui se déroulera le 1^{er} novembre prochain au Caroubier (Alger). Tout en mettant en exergue la « par-faite » organisation de la compétition et l'accueil « chaleureux » réservé par les organisateurs, Nahab Ouail, arbitre au sein de la Fédération équestre algérienne, a pour sa part estimé qu'au-delà des résultats techniques, ce rendez-vous constitue une opportunité pour généraliser cette discipline sur le territoire de la wilaya d'Aïn Defla. Selon lui, le niveau de la compétition en matinée (réservée aux jeunes chevaux âgés de 4 ans) « ne peut qu'inciter à l'optimisme s'agissant de l'avenir de la discipline », émettant le souhait de voir les jeunes cavaliers bénéficier davantage d'attention.

APS

LIGUE 1 MOBILIS (6^È JOURNÉE) : Le CS Constantine nouveau leader

Le CS Constantine est le nouveau leader de la Ligue 1 Mobilis de football, après sa victoire vendredi chez le nouveau promu, l'US Biskra (2-1), pour le compte de la sixième journée, ayant vu l'ancien N 1, le CR Belouizdad concéder le nul à domicile face à la JSS Saoura (1-1), tout comme l'ES Sétif, qui s'est neutralisé (0-0) avec l'Olympique de Médéa.



Les Sanafir se sont imposés grâce à leur avant-centre Abid, auteur d'un doublé aux (36^e et 60^e), au moment où Baguili a sauvé l'honneur pour l'équipe locale (86^e).

Une performance qui cependant n'aurait pas été possible sans le fait pas de certains concurrents direct pour le leadership, notamment, le CR Belouizdad et l'ES Sétif, ayant été accrochés sur leurs propres terrains.

Les choses avaient pourtant bien commencé pour le Chabab, qui venait d'ouvrir la marque dès la 18^e minute par Aïchi, mais la réaction des visiteurs a été quasi immédiate, puisque la JSS a réussi à égaliser moins de quatre minutes plus tard, par l'intermédiaire de Mustapha Djallit.

L'ex-attaquant du MC Alger avait commencé par rater le penalty que venait de lui accorder l'arbitre, mais il a bien suivi l'action, ce qui lui permit de récupérer aussitôt le ballon, avant de l'envoyer au fond des filets (1-1).

Un nul qui arrange beaucoup plus les affaires de la JSS, désormais 4^e avec 11 points, au moment où le Chabab perd le leadership pour la pre-

mière fois depuis l'entame de la saison, et se retrouve deuxième, ex-aequo avec l'ES Sétif, avec 12 points chacun.

Les Sétifiens se sont montrés incapables de concrétiser leur domination contre un adversaire bien regroupé en défense.

Vendredi, en ouverture de cette sixième journée, c'est l'USM Bel-Abbes qui avait réussi la meilleure affaire en se hissant à la cinquième place du classement général, avec 10 points, après sa victoire (4-1) contre la JS Kabylie, qui de son côté reste scotchée à la 6^e place, avec 8 points, en compagnie du MC Oran, du Paradou AC et du DRB Tadjenanet.

Ce dernier, qui restait sur deux faux pas consécutifs avait renoué avec le succès un peu plus tôt dans l'après-midi, en surclassant l'USM Blida (1-0), alors que le NA Hussein Dey et le Paradou AC s'étaient neutralisés (1-1) au stade du 20-Août 1955.

A la faveur de cette victoire, les hommes de Kamel Mouassa se hissent à la 5^e place avec 8 points, tandis que l'USMB qui n'a pas remporté le moindre succès en six matchs

reste scotchée à la dernière place avec un seul point.

L'ES Sétif accrochée par l'O Médéa 0-0

L'ES Sétif a été accrochée par l'O Médéa 0-0 vendredi soir au stade 8 mai 45 de Sétif en match de la sixième journée du championnat d'Algérie de Ligue 1 Mobilis de football.

Avec ce résultat nul, l'ESS recule à la deuxième place en compagnie du CR Belouizdad (12 points), devancés d'un point par le nouveau leader le CS Constantine.

De son côté, l'O Médéa occupe la 1^{ère} place avec 6 points.

Jeudi, 12 octobre 2017 :

NA Hussein Dey - Paradou AC 1-1
DRB Tadjenanet - USM Blida 1-0
USM Bel-Abbes - JS Kabylie 4-1

Vendredi, 13 octobre 2017 :

CR Belouizdad - JS Saoura 1-1
US Biskra - CS Constantine 1-2 (Bien 1-2)

ES Sétif - Olympique Médéa 0-0

Reportée à une date ultérieure :
Stade à déterminer : MC Alger - USM Alger

Classement :	Pts	J
1). CS Constantine	13	6
2). CR Belouizdad	12	6
-). ES Sétif	12	6
4). JS Saoura	11	6
5). USM Bel-Abbes	10	6
6). MC Oran	8	5
-). JS Kabylie	8	6
-). Paradou AC	8	6
-). DRB Tadjenanet	8	6
10). NA Hussein Dey	7	6
11). Olympique Médéa	6	6
12). USM Alger	5	4
-). MC Alger	5	5
14). US Biskra	4	6
15). USM El Harrach	1	4
-). USM Blida	1	6

LIGUE 2 MOBILIS (6^È JOURNÉE) : Le MO Béjaïa seul aux commandes

Le MO Béjaïa s'est emparé seul du leadership de la Ligue 2 Mobilis de football après sa victoire contre le GC Mascara (4-2) lors de la 6^e journée, disputée vendredi et ayant vu son principal concurrent dans le haut du tableau, l'AS Ain M'lila s'incliner (1-0) chez l'ASO Chlef et reculer ainsi à la troisième place.

La victoire des Crabes a été assurée par Belkacemi (50^e), Mohli (73^e) et surtout, par le doublé de Nezuouani, qui avait donné le ton dès la 4^e minute de jeu, avant de revenir à la charge juste avant la fin de la première mi-temps, pour ajouter la seconde réalisation.

Côté GCM, ce sont Kacem (77^e) et Dayekh (88^e) qui ont sauvé l'honneur, mais ce réveil a été tardif, car le MOB avait déjà fait le break.

A Chlef, l'ASO s'est contenté d'un seul but, inscrit par Baouche à la 46^e pour surclasser l'ex-leader, qui régresse du coup à la troisième place, au moment où les Chéliéniens réussissent un bond intéressant au classement gé-

néral, passant du milieu de tableau au pied du podium, avec 12 points.

Un peu plus tôt dans l'après-midi, c'est la JSM Skikda qui s'était provisoirement emparée de la première place, en atomisant le mal-classé CRB Ain Fakroun (4-0), grâce notamment à Berramla (20^e), Khazri (83^e) et surtout par l'intenable Mokhtar, auteur d'un doublé aux 80^e et 90^e +1.

La victoire du MOB, survenue deux heures plus tard, a cependant tout remis en cause, puisque juste après elle, la JSMS a reculé à la deuxième place, avec 15 points, devant l'ASAM (3e/13 pts).

Dans le bas du tableau, l'Amel Boussaâda a réussi un coup d'éclat similaire, en écartant le RC Kouba (4-1) dans un duel direct pour le maintien.

Un précieux succès, assuré par Imessaoudène (4^e), Baâli (10^e), Benchergui (43^e) et Larab (90^e), qui permet non seulement au club de se hisser hors de la zone rouge, mais aussi de retrouver une certaine confiance en prévision des

importantes échéances à venir.

L'attaque du CA Batna a été tout aussi incisive face à la JSM Béjaïa, qu'elle a réussi à surprendre dès la première minute de jeu, grâce à Dif, avant que Zeghli (27^e) et Kara (86^e) ne scellent définitivement ce précieux succès, qui propulse le club des Aurès dans le milieu de tableau avec 8 points, ex aequo avec son adversaire du jour.

Pour sa part, le MC Saïda s'est contenté de l'essentiel en accueillant le RC Relizane, qu'il a battu (1-0) grâce à Benayada, auteur de cette unique réalisation à la 62^e, au moment où les derbies MC El Eulma-CA Bordj Bou Arreridj 2-2, Amel Boussaâda - RC Kouba 4-1

CA Batna - JSM Béjaïa 3-0
MO Béjaïa - GC Mascara 4-2
ASO Chlef - AS Ain M'lila 1-0

Classement :	Pts	J
1). MO Béjaïa	16	6
2). JSM Skikda	15	6
3). AS Ain M'lila	13	6
4). ASO Chlef	12	6
5). ASM Oran	10	6
6). MC Saïda	9	6
7). RC Relizane	8	6
-). JSM Béjaïa	8	6
-). CA Batna	8	6
10). MC El Eulma	6	6
11). CABR Arreridj	5	6
-). WA Tlemcen	5	6
-). A. Boussaâda	5	6
14). CRBA. Fakroun	4	6
15). RC Kouba	3	6
16). GC Mascara	2	6

LIGUE 1 MOBILIS - USMA: Le club dément tout contact avec d'autres entraîneurs

L'USM Alger a démenti les informations faisant état d'un contact avec d'autres entraîneurs pour remplacer le staff technique actuel dirigé par le Belge Paul Put, indiquait hier le club de la capitale sur son site internet.

"La direction du club tient à démentir formellement les rumeurs et précise qu'elle réitère sa confiance au staff technique actuel composé de Paul Put et Abdelkader Yaïche", a écrit le club.

Selon la direction du club des "Rouge et Noir", l'intérêt derrière ces rumeurs est de déstabiliser l'équipe avant la demi-finale retour de la Ligue des champions face au Wydad Casablanca (Maroc).

"Nous sommes à la veille d'une demi-finale de Ligue des champions CAF, une rencontre importante que le club prépare sereinement.

Ces rumeurs ne sont d'aucune utilité si ce n'est de déstabiliser la préparation de l'équipe avant son déplacement à Casablanca", a fait savoir le club.

Le club marocain a réussi à tenir en échec l'USMA en demi-finale aller (0-0) disputée le 29 septembre dernier au stade du 5-juillet d'Alger.

La demi-finale retour se jouera le samedi 21 octobre au stade Mohamed-V de Casablanca.

LIGUE 1 MOBILIS DE FOOTBALL (6E JOURNÉE) : Le CSC vire en tête, Amrani ne s'enflamme pas

Le CS Constantine s'est hissé pour la première fois depuis plusieurs saisons en tête du championnat de Ligue 1 Mobilis de football grâce à sa victoire en déplacement vendredi à Biskra (2-1) dans le cadre de la 6e journée, mais l'entraîneur Abdelkader Amrani refuse de s'enflammer, estimant que le plus dur restait à faire.

"C'est vrai que nous sommes leaders, mais je ne suis pas satisfait à 100%, nous avons des lacunes à corriger même si mes joueurs ont donné le meilleur d'eux-mêmes et sont à féliciter.

Notre objectif est de terminer la phase aller avec 25 points, après on verra ce que nous sommes capables de réaliser cette saison", a affirmé à l'APS le coach du CSC.

Profitant de la contre-performance concédée par les deux anciens co-leaders, le CR Belouizdad et l'ES Sétif, respectivement face à la JS Saoura (1-1) et l'Olympique Médéa (0-0), le CSC a viré en tête du classement, alors qu'il avait toujours éprouvé des difficultés à occuper le haut du classement lors des précédents exercices.

"Le plus important maintenant est de préserver cette dynamique, ce qui ne sera pas facile.

Nous devons continuer à travailler tout en gardant cet état d'esprit, à partir de là, nous serons capables d'avancer", a-t-il ajouté.

Interrogé sur les insuffisances constatées au sein de son équipe, Amrani a relevé la nécessité de renforcer le groupe «dans les trois compartiments lors du prochain mercato d'hiver, notamment au niveau de la dernière passe et la finition».

Enfin, le technicien tlemcenien s'est réjoui de pouvoir désormais travailler dans un climat serein après une période difficile sur le plan organisationnel.

«Au début de la saison, j'ai tiré la sonnette d'alarme sur la nécessité de résoudre les problèmes qui secouaient le club notamment à propos du siège du club.

Dieu merci, la situation s'est nettement améliorée et tout le monde a travaillé en ce sens, y compris le wali de Constantine qui nous a beaucoup aidés», a-t-il conclu.

Amrani a été désigné à la tête du CSC en janvier 2017 en remplacement de l'Espagnol Miguel Angel Portugal, parvenant à sauver le club de la relégation au terme d'une saison difficile.

APS

LIGUE 1 MOBILIS : La JS Saoura gagne en solidité à l'extérieur, l'entraîneur Bouali soulagé

La JS Saoura, réputée pour être une équipe fragile à l'extérieur, a réussi à ramener son deuxième point en trois matchs en dehors de ses bases cette saison, en accrochant le désormais ex-co-leader de la Ligue 1, le CR Belouizdad (1-1), vendredi au stade du 20-Août-1955 à Alger dans le cadre de la sixième journée.



Ce nul permet aussi aux gars de la région du Sud-Ouest du pays de rester sur leur lancée, eux qui portent à 11 leur capital de points et ne comptent que trois unités de retard sur le nouveau leader, le CS Constantine.

«Même si nous avions eu la possibilité de remporter les trois points de la victoire vu que nous étions supérieurs à notre adversaire, le nul ramené d'Alger nous permet de rester sur notre lancée», a déclaré à l'APS l'entraîneur de la JSS, Fouad Bouali.

Les Bécharis restaient sur une défaite de leur dernier match en déplacement, soit face à l'ES Sétif (2-0), alors qu'ils avaient imposé le nul à la JS Kabylie (1-1).

pour leur premier match loin de leur stade fétiche du 20-Août-1955, à l'occasion de la première journée de championnat.

«Il est clair que ce point contre le CRB, une équipe qui carbure à plein régime en ce début de saison, nous remet en confiance, après avoir laissé des plumes à Sétif.

Les joueurs se rendent compte aujourd'hui qu'ils ont les potentialités de rééditer à l'extérieur leurs belles copies qu'ils rendent à domicile», a encore indiqué Bouali. En fait, la JSS a rarement laissé filer des points sur son terrain depuis son accession en 2012 en Ligue 1.

Pour l'actuel exercice, elle comptabilise déjà trois victoires pour autant de ren-

contres «at home». Voilà qui permet à la bande à Bouali, en poste depuis l'intersaison, d'ambitionner, comme à son habitude, de jouer les premiers rôles, après avoir terminé en milieu de tableau, le championnat de l'exercice passé.

La JSS avait notamment fait sensation, lors de la saison 2015-2016, en étant sacrée vice-championne d'Algérie, synonyme de qualification historique à la Ligue des champions africaine.

Elle a toutefois quitté cette épreuve dès le tour préliminaire. Retrouver l'Afrique devient du coup l'objectif majeur des Bécharis, indique Bouali, qui espère rester sur cette dynamique de bons résultats.

LIGUE 2 MOBILIS : Les joueurs de l'ASM Oran freinés par la crise financière du club

L'entraîneur de l'ASM Oran, Salem Laoufi, a justifié par des problèmes financiers le nul concédé à domicile par son équipe face au WATlemcen (1-1), vendredi dans le cadre de la 6e journée du championnat de Ligue 2 de football.

«Nous avons vécu une semaine très difficile, au cours de laquelle les joueurs avaient l'esprit à leur argent, mais la direction du club n'a pas réussi à les régulariser comme promis», a déclaré Laoufi à la presse à l'issue de la partie.

Il s'agit de la première contre-performance de l'ASMO sur son terrain fétiche du stade Habib-Bouakeul où elle a enchaîné deux victoires, tout en ramenant trois nuls pour autant de déplacements depuis le début de cet exercice.

Le club de M'dina J'dida, vaincu mais qui reste scotché à la cinquième place, traverse

une crise financière aiguë depuis l'intersaison.

Les dirigeants n'ont d'ailleurs toujours pas réussi à dénicher des sponsors et misent sur les subventions des autorités locales et des pouvoirs publics pour tempérer les ardeurs des joueurs. Il faut dire que malgré cette situation, les Vert et Blanc ont réussi à réaliser un bon départ qui a mis de l'eau à la bouche de leurs fans.

Ces derniers croient désormais dur comme fer au retour de leur équipe parmi l'élite qu'ils ont quittée à l'issue de l'exercice 2015-2016.

Mais l'entraîneur Laoufi reste persuadé que la mission est très difficile, surtout avec



ces problèmes financiers auxquels sont confrontés ses protégés. «On ne peut pas parler d'accession dès maintenant. Je préfère encore attendre pour établir un premier bilan et se fixer ensuite un objectif», a-t-il encore expliqué.

L'ASMO (10 pts), qui a connu l'été passé des changements notables aussi bien au

niveau de son staff technique que son effectif, accuse un retard de trois points sur le troisième au classement, l'AS Ain M'lila (13 pts).

Les trois premiers accèderont en fin de saison en Ligue 1, sachant que le MO Béjaïa mène le bal avec 16 points, suivi de la JSM Skikda qui en compte 15.

LIGUE 1 MOBILIS (RÉSERVES) 6E JOURNÉE : L'ES Sétif conforte sa position de leader

L'ES Sétif, vainqueur vendredi à domicile face à l'Olympique Médéa (3-2) a conforté sa position en tête du classement du championnat de Ligue 1 de football réserves, à l'occasion de la 6e journée de compétition disputée durant le week-end.

Les Sétifiens (16 pts) comptent quatre points d'avance sur leur poursuivant direct l'USM Blida, qui est allé s'imposer sur le terrain du DRB Tadjenanet (4-1).

L'ESS, tenant du titre, compte déjà cinq victoires et un match nul depuis le début de l'exercice, ce qui fait d'elle l'un des

favoris en puissance à sa propre succession.

L'Entente pourrait être menacée par l'USM Alger (3e, 10 pts) qui compte deux matchs en retard à disputer dont un face au voisin du MC Alger.

LE NOUVEL ENTRAÎNEUR PRÉSENTÉ AUX JOUEURS

On connaît enfin le nouvel entraîneur de Valenciennes. Sans surprise, il s'agit de Réginald Ray. Le technicien de 48 ans a été présenté ce samedi matin aux joueurs nordistes, rapporte L'Équipe. L'ex-entraîneur du Paris FC, qui succède donc à Faruk Hadzibegic, disputera son premier match à la tête de VA face... au Paris FC vendredi prochain.



ANCELOTTI REFUSE LA SÉLECTION

La Squadra Azzurra devant passer par les barrages en novembre pour se qualifier pour la prochaine Coupe du monde, la Fédération italienne aurait proposé à Carlo Ancelotti de devenir son nouveau sélectionneur avant ce rendez-vous crucial. Mais l'ex-entraîneur du Bayern Munich aurait refusé de prendre la place de Giampiero Ventura, affirme le Sun. Ancelotti aurait plutôt en tête de retrouver la Premier League la saison prochaine. Le tabloïd anglais affirme même que le poste de manager d'Arsenal lui fait très envie...

Le plan de Mourinho pour Martial

Malgré de bonnes prestations, l'attaquant de Manchester United Anthony Martial (21 ans, 6 apparitions et 3 buts en Premier League cette saison) ne parvient pas à s'imposer dans l'équipe type de José Mourinho. La raison ? Le manager mancunien a un plan précis pour le Français qu'il veut faire évoluer à sa manière.

"Je tente toujours d'améliorer le joueur pour qu'il entre dans une nouvelle phase, a confié le Portugais à SFR Sport. On passe d'une forme d'éloignement émotionnel à une proximité de plus en plus forte, à une connaissance de plus en plus grande, à une compréhension de mes exigences en tant qu'entraîneur, à une connaissance aussi de ses propres caractéristiques."

"Qu'il soit titulaire ou remplaçant, il faut qu'il devienne un joueur important à chaque match cette saison, a poursuivi le technicien. Et on arrivera assurément à l'étape finale où il sera proche d'un 'produit fini', ce qui est impossible à son âge. C'est un grand potentiel qu'il faut absolument transformer en un joueur complet."



Le boucher Luis admire sa victime Messi

Opposé au FC Barcelone ce samedi (20h45) en championnat, le latéral gauche de l'Atlético Madrid Filipe Luis (32 ans, 4 matchs en Liga cette saison) croisera forcément la route de Lionel Messi (30 ans, 7 matchs et 11 buts en Liga cette saison), un adversaire qu'il a parfois découpé ! Pourtant, l'ancien joueur de Chelsea est un véritable fan de l'Argentin. "J'ai joué plus de 30 matchs contre lui et j'ai le rôle du boucher, a reconnu le Madriléne dans un entretien accordé au Mundo Deportivo. Mais pour être honnête, c'est impossible d'arrêter Messi en tant que boucher, c'est impossible d'arrêter Messi de l'histoire, après avoir commis de grosses fautes et m'être disputé avec lui, il ne m'a jamais rien reproché."

Lyon : Aulas et le formidable Mariano

Si Nabil Fekir a attiré tous les projecteurs vendredi en livrant une prestation XXL face à Monaco, Mariano (24 ans, 9 matchs et 7 buts en L1 cette saison) s'est lui aussi en évidence. Toujours obsédé par le but, l'avant-centre lyonnais s'est également distingué en affichant un jeu collectif pas encore vu jusqu'ici. "Pour moi il est formidable parce qu'il a démontré ce soir un engagement physique et une volonté d'aller au bout extraordinaires, s'enflammait Jean-Michel Aulas après la rencontre. Il a aussi montré sa faculté à combiner, à jouer dans les petits espaces, ce que beaucoup disaient prématurément qu'il ne savait pas faire. Quand on nous a dit à Madrid que Mariano était le joueur qu'il fallait prendre, je remercie celui (Zinedine Zidane) qui nous a dit ça. Je remercie aussi Mariano parce qu'il fait de très bons matchs."

Kanté, le "gros problème" de Conte

Blessé aux ischio-jambiers samedi dernier, lors de la victoire de l'équipe de France en Bulgarie (1-0), le milieu de Chelsea N'Golo Kanté (26 ans, 7 matchs et 1 but en Premier League cette saison) sera absent pendant environ trois semaines. Pour le manager des Blues Antonio Conte, c'est une très mauvaise nouvelle. "D'après le scanner précédent, il sera absent entre 20 et 25 jours, a annoncé le technicien italien. Dans ce genre de situation, nous devons faire très attention. Il va passer un nouveau scanner la semaine prochaine pour bien comprendre la situation, et pour voir si les résultats des examens sont meilleurs. Mais évidemment c'est une grosse perte. Et ça nous pose un gros problème." Sans le travail de récupération du Français, Chelsea risque de souffrir dans l'entrejeu.



Guardiola, Pochettino, c'est tendu !

Impressionné par la forme du buteur des Spurs, le manager de Manchester City Pep Guardiola a récemment désigné Tottenham comme "l'équipe d'Harry Kane". De quoi vexer son homologue londonien Mauricio Pochettino. "Ce qu'il a dit était irrespectueux envers les autres, a dénoncé le coach de Tottenham. Lui a pris une part importante dans les succès du Barça lorsque Messi était à son meilleur niveau, et je n'ai jamais dit que c'était l'équipe de Messi." Alerté par la réaction de Pochettino, Guardiola s'est dit surpris.

"Je n'ai jamais manqué de respect à un homologue. Jamais, a insisté l'Espagnol. Quand j'ai dit l'équipe d'Harry Kane", c'est parce qu'il est en grande forme. Je sais parfaitement que Tottenham, ce n'est pas seulement Harry Kane. (...) Je suis un peu déçu des propos de Pochettino, mais je n'ai jamais été irrespectueux."

M. Messahel s'entretient à Bamako avec son homologue malien

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, s'est entretenu hier à Bamako, avec son homologue malien, Abdoulaye Diop, en marge des travaux de la Conférence régionale sur la sécurité dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, qui se tient dans la capitale malienne, indique un communiqué du ministère. L'entretien «a porté sur les relations bilatérales et les voies et moyens de leur renforcement et leur diversification», précise la même source, ajoutant, qu'à ce titre, les deux ministres ont mis en exergue «l'importance de mettre à profit l'ensemble des mécanismes bilatéraux qui existent entre les deux pays afin d'explorer les opportunités qui s'offrent de part et d'autre».

Les discussions «ont également porté sur le processus de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali ainsi que sur les difficultés rencontrées dans ce cadre».

Les deux ministres ont, par ailleurs, «abordé l'objet principal de la Conférence de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qu'abrite la capitale malienne Bamako, à savoir la sécurité dans le Sahel et dans l'Afrique de l'Ouest, notamment à la lumière des défis auxquels est confrontée la région, tels que le terrorisme et le crime organisé», indique le communiqué. «La question de la migration a aussi été abordée et les discussions s'y rapportant ont permis aux deux ministres de dégager une vision commune tout en mettant l'accent sur la nécessité de maintenir la concertation entre les deux pays, notamment dans leur lutte contre la migration clandestine», conclut la même source.

Hommage du président malien au président Bouteflika pour ses efforts en faveur de la paix au Mali

Le président malien, Ibrahim Boubakar Keita, a rendu, hier à Bamako, à l'ouverture des travaux de la Conférence régionale sur la situation sécuritaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, un vibrant hommage à l'Algérie et au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour ses «efforts et son engagement personnels» en vue d'accompagner les Maliens pour sortir de la crise et retrouver la sécurité et la stabilité du pays, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Les travaux de la Conférence régionale sur la situation sécuritaire dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, organisée par la CEDEAO, en étroite collaboration avec l'Union africaine (UA) et les Nations unies, ont été ouverts par le président malien, qui a rendu «un vibrant hommage à l'Algérie et au Président de la République Monsieur Abdelaziz Bouteflika, pour ses efforts et son engagement personnels en vue d'accompagner les maliens pour sortir de la crise et retrouver la sécurité et la stabilité du pays», précise le communiqué.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence du président togolais, Faure Gnassingbé, président en exercice de la CEDEAO, de l'ancien président burundais, Pierre Buyoya, Haut représentant de l'UA pour le Sahel, ainsi que du Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Mali et chef de la MINUSMA, Mahamat Salah Annadif, ajoute la même source.

La Conférence a, en outre, enregistré la participation de nombreux ministres des Affaires étrangères de l'espace de la CEDEAO, des membres du gouvernement malien, et d'autres hauts responsables d'organisations régionales et internationales.

ALGÉRIE-NIGER Le Niger souhaite redynamiser sa coopération avec l'Algérie dans le domaine du tourisme

Le ministre nigérien du Tourisme et de l'Artisanat, Ahmet Boto, a exprimé hier à Alger la volonté de son pays à «fructifier» et à «redynamiser» la coopération algéro-nigérienne dans le domaine du Tourisme.

«Nous avons échangé sur l'état de la coopération entre les deux pays dans le domaine du tourisme et de la nécessité de la fructifier et de la redynamiser», a déclaré à la presse le responsable nigérien à l'issue de son entretien avec le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hassen Mermouri.

Il a relevé avoir abordé avec son homologue algérien l'impératif de définir ensemble les axes sur lesquels va s'articuler le développement de la coopération algéro-nigérienne dans le secteur du tourisme. Pour sa part, M. Mermouri a indiqué que le Tourisme est un des secteurs qui bénéficie de intérêt des autorités algériennes et nigériennes, soulignant qu'un accord-cadre a été signé par les deux pays en 2011.

Il a ajouté que les deux parties vont procéder à l'occasion de la visite de M. Boto à Alger à l'installation de deux commissions de suivi en mesure de formuler des propositions qui définiront les lignes de coopération dans ce domaine, notamment en matière d'investissement touristique, de formation et de l'artisanat.

APS

ALGÉRIE-MALI-SAHEL Messahel réaffirme l'engagement de l'Algérie à poursuivre sa coopération multiforme avec le Mali pour accélérer sa sortie de crise

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a réaffirmé hier à Bamako l'engagement et la détermination de l'Algérie à poursuivre la coopération multiforme avec le Mali «pour l'accompagner dans ses efforts visant à accélérer sa sortie de la crise qu'il endure».



«Au nom du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui attache du prix à voir, notamment, le Mali, un pays très cher à son cœur, triompher de la crise qu'il traverse depuis quelques années, je tiens à réaffirmer, solennellement, l'engagement et la détermination de l'Algérie à poursuivre sa coopération multiforme avec le Mali pour l'accompagner dans ses efforts visant à accélérer sa sortie de la crise qu'il endure», a déclaré M. Messahel lors de la Conférence régionale sur la Sécurité dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest, qui se tient dans la capitale malienne.

Le ministre a souligné que sa présence à cette conférence «témoigne de l'engagement de l'Algérie aux côtés du peuple malien frère et des autres pays de la sous-région et de sa volonté d'apporter sa contribution pour favoriser une lutte plus efficace contre le terrorisme et la criminalité organisée transfrontalière et une éradication, au plus tôt, de ces fléaux qui font obstacle au retour total et définitif de la paix, de la sécurité, et de la stabilité et hypothèquent le développement de notre voisinage immédiat».

«Le Mali est, de toute évidence, le pays frère et voisin qui se trouve, ces toutes dernières années, devant un affrontement à une situation difficile, à l'origine de la grave détérioration de la situation sécuritaire dans le pays», a-t-il relevé, affirmant que «la mobilisation sans précédent de la communauté internationale, dont l'Algérie, pour accompagner le Mali dans ses efforts, en faveur de la construction de la paix et de la stabilité, à travers une coopération dense et multiforme, a produit des résultats satisfaisants indéniables et incitant à l'optimisme, comme en atteste l'évolution récente du Processus de mise en œuvre de l'Accord de Bamako pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger, qui a prévalu en dépit des contrariétés qui ont pu jalonner sa voie».

Selon le ministre des Affaires étrangères, «pour rechercher de nouveaux modes d'action, explorer de nouvelles voies, affiner la stratégie et mobiliser des instruments nouveaux et plus adéquats permettant davantage d'efficacité pour obtenir les résultats recherchés, il était impératif donc que l'ensemble des acteurs dans la zone du Sahel dialoguent, se concertent, conjuguent leurs efforts et mutualisent leurs moyens, l'hydre à laquelle ils livrent bataille étant la même» Concernant la

conférence régionale, M. Messahel a indiqué qu'elle a pour objectif fondamental «l'évaluation globale» de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest et l'élaboration d'une nouvelle stratégie collective en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée dans le Sahel, ajoutant que ses conclusions «ne manqueront pas d'impacter positivement les efforts en cours pour venir à bout de ces fléaux dangereux, pour les pays qui en souffrent et pour tous les pays de la région».

L'expérience algérienne en matière de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme présentée

A l'occasion de cette rencontre, le ministre Messahel a présenté aux participants l'expérience algérienne en matière de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

A cet égard, il a indiqué que les résultats «hautement positifs» enregistrés par l'Algérie dans cette lutte «constituent le centre d'intérêt d'un grand nombre de pays avec lesquels nous entretenons une coopération dense, mutuellement bénéfique, et font de l'Algérie l'un des six pays les plus sûrs dans le monde, comme le reconnaissent, d'ailleurs, de nombreux experts en la matière, comme l'Institut Gallup qui en fait état dans son dernier rapport daté du mois d'août 2017».

«L'intérêt et la considération de nos partenaires pour notre expérience et notre engagement, aux plans régional et international, en matière de lutte contre le terrorisme se sont traduits, notamment, par la désignation du Président Bouteflika, par ses pairs africains comme Coordonnateur de la prévention de l'extrémisme violent et de la lutte contre le terrorisme en Afrique», a-t-il rappelé.

«Cette désignation, témoignage du respect dont jouit le Président Bouteflika auprès de ses pairs africains pour son engagement sincère et indéfectible en faveur de toutes les causes africaines», a-t-il souligné, ajoutant qu'elle «repose sur la riche expérience et l'expertise développées par l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme et sur son engagement sincère et assumé afin qu'aucun autre peuple, en Afrique et ailleurs, ne vive la tragédie imposée au peuple algérien par ce fléau, durant les années quatre-vingt-dix».

M. Messahel a conclu sur son intervention en réitérant la «ferme volonté» et la «totale disponibilité» de l'Algérie «pour œuvrer au renforcement de sa coopération avec le Mali, l'ensemble des pays de notre continent et les autres partenaires dans le monde, pour faire échec au terrorisme et à sa politique dévastatrice de la terre brûlée, et relever les grands défis communs qui sont les nôtres».

vention et de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme en Afrique, qui a été adopté à l'unanimité, lors du dernier Sommet de l'Union africaine (UA), en juillet de l'année en cours.

M. Messahel a précisé que «cet important document préconise sept axes fondamentaux autour desquels s'articulera la mission du Coordonnateur de la prévention de l'extrémisme violent et de la lutte contre le terrorisme en Afrique».

Il s'agit, a-t-il expliqué, du développement de l'architecture africaine de lutte contre le terrorisme, le développement et l'enrichissement des normes africaines de lutte contre le terrorisme, la vigilance par rapport aux combattants terroristes étrangers et leur retour ou mouvements à destination de l'Afrique, le resserrement et le tarissement des multiples sources de financement du terrorisme, la lutte contre la radicalisation et les politiques de déradicalisation, la promotion des cadres politiques, institutionnels et judiciaires pour favoriser la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'homme, la justice sociale, le développement socio-économique et l'Etat de droit et enfin l'intensification de la coopération bilatérale, régionale et internationale dans la lutte contre le terrorisme.

«Les éléments définis dans le Mémoire d'adoption susmentionné sont constitutifs d'une stratégie novatrice pour une réponse collective à la menace terroriste».

«Ils trouvent naturellement un écho au sein des riches débats menés dans le cadre des travaux de cette conférence relatifs à l'évaluation globale de la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest, d'une part, et l'élaboration d'une Plateforme collaborative pour renforcer la lutte contre le terrorisme et les autres fléaux ravageurs que connaît cette région», a noté le ministre, précisant que la démarche proposée «offre une nouvelle opportunité pour l'Algérie et tous les pays africains d'œuvrer ensemble à l'éradication du terrorisme sur toute l'étendue du continent».

Par ailleurs, le ministre a fait remarquer que l'Algérie, «appartenant à une région marquée par une grande turbulence, notamment, par des crises en évolution dans son voisinage immédiat, est consciente que, dorénavant, le règlement de la crise en Libye donnerait de la visibilité à la stabilisation de toute la région et permettrait d'appréhender efficacement la lutte contre le terrorisme et ses connexions en raison des liens avérés entre les groupes existant en Libye et leurs prolongements dans la sous-région, y compris le Groupe terroriste Boko Haram au Nigeria».

M. Messahel a conclu sur son intervention en réitérant la «ferme volonté» et la «totale disponibilité» de l'Algérie «pour œuvrer au renforcement de sa coopération avec le Mali, l'ensemble des pays de notre continent et les autres partenaires dans le monde, pour faire échec au terrorisme et à sa politique dévastatrice de la terre brûlée, et relever les grands défis communs qui sont les nôtres».